La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

Montréal, lundi 6 mars 2000
116e année No 135
64 pages, 4 cahiers
60 ¢ TAXES EN SUS
EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC, RÉGION HULL-OTTAWA 70 ¢
FLORIDE 1,75 $ U.S.

1346 www.lapresse.infinit.net



Actualités
Milieu de vie ou garderie ?
page A8

Cyberpresse
Du pain et des roses sur le Net
page A22



Auto
Le palmarès des autos les plus économiques
page C1

Quoi faire cette semaine
page A23

Entente de principe à la STCUM

Une entente de principe est intervenue hier entre la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) et le syndicat de ses chauffeurs, opérateurs de métro et employés de services connexes. L'entente porte notamment sur la caisse de retraite des employés de la STCUM, principale pierre d'achoppement des négociations. La grève de 24 heures prévue jeudi par les chauffeurs est donc annulée.

À lire en page A3

Les jeunes péquistes réclament un retour à la social-démocratie

MARTINE ROUX

Inquiétés par le vent de droite qui souffle sur leur parti, les jeunes péquistes réunis ce week-end à Montréal en prévision du prochain congrès du Parti québécois ont réclamé le retour de la social-démocratie au sein du gouvernement Bouchard.

La souveraineté demeure la priorité et devrait guider les orientations de leur formation politique, disent-ils.

L'éventuel partenariat avec le Canada s'est attiré les foudres des délégués du Comité national des jeunes. Au cours de l'assemblée plénière, plusieurs intervenants ont martelé au micro qu'il ne fallait pas sacrifier la souveraineté au seul nom du partenariat et ont demandé le retrait de cette référence pourtant capitale dans le programme actuel du parti. « On n'a pas à mettre le partenariat dans le programme politique », a lancé l'un deux. « Il faut être franc pour vendre notre option », ajoutait un autre. Le partenariat devrait s'appliquer au

Voir **LES JEUNES** *en A2*

■ **Autre texte en page A10**

Trop cher le « pot » d'Ottawa !

VINCENT MARISSAL
du bureau de La Presse, OTTAWA

Ottawa accuse dix mois de retard dans ses tests cliniques sur la marijuana et tarde à trouver un fournisseur, mais il a déjà fixé ses prix : 12 $ le joint, soit quatre fois plus que le « marché ».



Invités à une rencontre à huis clos organisée par Santé Canada, lundi dernier à Ottawa, une vingtaine de malades ont eu la surprise d'apprendre que l'organisme fédéral prévoyait leur vendre à gros prix la future marijuana d'État.

« Quand ils nous ont dit qu'ils vont nous vendre la marijuana à 12 $ le joint quand ils auront un fournisseur, tout le monde s'est regardé et on est parti à rire », raconte Claude Messier, un Montréalais atteint de dystonie musculaire, une maladie rare qui limite la mobilité et cause d'affreuses douleurs.

M. Messier, comme tous les

Voir **TROP** *en A2*

Cinq Jutra pour *Post Mortem*

La deuxième soirée des Jutra a consacré hier soir au Monument-National le premier long métrage de Louis Bélanger, *Post Mortem*. Ce film de grande qualité, qui met notamment en vedette Gabriel Arcand, qui a obtenu le Jutra du meilleur acteur, et Sylvie Moreau, a décroché en tout cinq statuettes, dont celles du meilleur film et de la meilleure réalisation. L'autre grand lauréat de la soirée a été le film *Emporte-moi*, de Léa Pool, qui s'est valu quatre Jutra : les deux prix d'interprétation féminine — Karine Vanasse et Pascale Bussières —, ainsi que ceux de la meilleure direction artistique et du film ayant obtenu le plus grand succès à l'extérieur du Québec. *Post Mortem* a aussi mérité le Jutra du meilleur scénario et celui du meilleur montage. Le long métrage de Louis Bélanger avait déjà obtenu le prix du meilleur film de l'Association des critiques aux Rendez-vous du cinéma québécois.

À lire en page B8



PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Israël se retirera du Liban sud d'ici juillet

d'après l'Agence France-Presse
JÉRUSALEM

Le gouvernement israélien a approuvé hier le plan du premier ministre Ehud Barak de retirer d'ici juillet son armée du Liban sud, même en l'absence d'un accord avec Damas et Beyrouth.

Après cinq heures et demie de débat, le gouvernement a approuvé le plan de M. Barak, qui s'était engagé à retirer l'armée à la veille des élections qui ont porté sa coalition, dominée par les travaillistes, au pouvoir en juillet.

« Le gouvernement a décidé à l'unanimité que l'armée se déploiera le long de la frontière internationale d'ici juillet 2000, d'où elle assurera la sécurité des localités du nord d'Israël », a indiqué à la presse le secrétaire du Conseil des ministres, Yitzhak Herzog.

La décision a été annoncée à l'issue d'une deuxième session de

Voir **ISRAËL** *en A2*

Heureux qui comme Ulysse...



Nathalie Petrowski
rencontre

DOMINIC CHAMPAGNE

La générale de *L'Odyssée*, adaptée par Alexis Martin et Dominic Champagne, a eu lieu à Ottawa une semaine avant que le spectacle ne prenne l'affiche au TNM. Ce fut une formidable catastrophe. Rien ne marchait, ni la technique, ni les comédiens, ni rien, un peu comme si les dieux de la création avaient tous décidé de se déchaîner en même temps. Quant à Dominic Champagne, le metteur en scène de ce beau gâchis, il était blême et au bord de la crise de nerfs. Ce soir-là, personne ne pouvait imaginer que *L'Odyssée* allait être un des plus importants succès du TNM, qu'il allait afficher complet dès les premières semaines et vendre une moyenne de mille billets par jour.

Aujourd'hui, Dominic Champagne ne trouve qu'une raison pour expliquer l'engouement du public pour *L'Odyssée*: « parce que c'est une maudite bonne histoire, clame-t-il. L'histoire universelle d'un gars qui est au Club Med, qui a tout ce qu'il veut, la mer, le soleil et les plus belles filles au monde, mais qui s'emmerde à mort. Tous les matins, il n'a qu'une envie : retourner chez lui pour retrouver sa bière et sa blonde. »

Dominic Champagne a une autre version tout aussi iconoclaste du drame d'Ulysse : celle du gars choisi par Radio-Canada pour participer à la Course Destination Monde. À la fin de l'émission, au moment du gala, Ulysse oublie tout simplement de revenir au pays parce qu'il trippe trop sur le voyage.

Dominic Champagne sait de quoi il parle. À 20 ans, il s'est lui aussi payé sa course autour du monde. La course a duré plusieurs mois, l'a mené partout en Europe, y compris à Athènes où il a travaillé pendant trois mois pour un cirque italien installé en Grèce sous un nom américain. Il se souvient avoir relu *L'Odyssée* d'Homère à ce moment-là et d'avoir découvert qu'Ulysse aurait pu naître au Québec. « Je crois que tous les Canadiens français sont des Ulysse en puissance, toujours prêts à aller voir ailleurs s'ils y sont, tout en étant perpétuellement habités par la nostalgie de leur coin de pays. »

Aujourd'hui âgé de 37 ans, père de trois garçons qu'il a eus avec sa muse, la comédienne Julie Castonguay, Dominic Champagne se dit monstrueusement stable et aussi heureux qu'Ulysse qui revient d'un long voyage.

■ **À lire, l'entrevue en page A9**



PHOTO ÉRIC SAINT-PIERRE, *La Presse*
Dominic Champagne

INDEX

ÉDITORIAL

La course au trésor
- Mario Roy
page B2

MÉTÉO

Ciel variable
Max. 4, min. -2
Cahier Sports, page 16

6 21924 98765 1

Suites de la une

Les jeunes péquistes réclament un retour à la social-démocratie

LES JEUNES / *Suite de la page A1*

monde entier, ont-il soutenu, proposant du même coup à leurs aînés de « créer un pays souverain qui fera les démarches pour adhérer à l'ALÉNA et devenir membre d'organismes internationaux, tout en demeurant ouvert à la négociation d'un partenariat avec le Canada ».

Les jeunes ont aussi proposé de modifier l'article 1 du programme du Parti québécois afin d'y greffer la notion de social-démocratie. Enfin, ils ont adopté une résolution demandant au gouvernement Bouchard de « réaffirmer la primauté du politique sur l'économique, de la solidarité sur la concurrence et l'identité des peuples ».

La grogne était telle que le ministre de l'Éducation, François Legault, a senti le besoin de faire une mise au point dans son discours de clôture. « Je suis personnellement très à l'aise avec cette génération de sociaux-démocrates qui tient à une société plus équitable. Bravo, j'en suis de la social-démocratie. Mais, il ne faut pas pour autant cesser d'améliorer l'efficacité (économique) de nos structures étatiques. Plusieurs pensent que ceux qui parlent d'efficacité sont des gens de droite dangereux dont il faut se méfier. Je regrette, mais je crois qu'on peut viser l'égalité des chances et l'efficacité en même temps. »

Quant à la mise au rancard du partenariat par les jeunes, le ministre est demeuré prudent. « Il est important que la souveraineté soit un aspect prioritaire. Mais une fois qu'on aura obtenu un vote majoritaire à un référendum, il est souhaitable d'être ouverts à la négociation d'un partenariat avec le Canada. »

Le nouveau président du Comité national des jeunes, Alexis Cossette-Trudel a aussi choisi de ne pas alimenter le débat. « C'est une question complexe et je préfère l'étudier d'abord avec les membres de mon comité exécutif avant de me prononcer », a-t-il déclaré.

Les jeunes ont aussi durci le ton au sujet de la langue : à l'unanimité, ils ont voté en faveur de l'abolition de la loi 86 et souhaitent le rétablissement des dispositions initiales de la Charte de la langue française.

Même le pot a eu voix au chapitre. Déplorant la récente fermeture du Club Compassion, un organisme montréalais qui aide les malades à se procurer de la marijuana, les jeunes délégués ont demandé à la ministre de la Justice, Linda Goupil, d'afficher ses couleurs sur la légalisation du cannabis. Ils revendiquent la déjudiciarisation des cas de possession simple de cannabis lorsque l'herbe est utilisée à des fins thérapeutiques.

Trop cher le « pot » d'Ottawa !

TROP / *Suite de la page A1*

autres patients invités par Santé Canada, bénéficie d'une exemption ministérielle lui permettant de posséder de la marijuana pour sa propre consommation. Il était accompagné de Caroline Bergeron, un des fondatrices du Club Compassion de Montréal.

Selon Mme Bergeron, qui a ouvert le Club Compassion il y a quelques mois pour permettre un approvisionnement sûr, accessible et abordable aux malades, les prix envisagés par Santé Canada sont carrément prohibitifs.

Sur la rue, dit-elle, le gramme de marijuana se vend environ 10 $ et chaque gramme donne au moins trois joints, ce qui revient à environ 3 $ le joint. Et encore, les grands malades peuvent parfois payer moins cher en passant par des organismes d'aide, comme les clubs Compassion (il y en a un aussi à Vancouver ».

Santé Canada forcera les malades, qui sont souvent très pauvres, à continuer de faire affaire avec le marché noir, estiment M. Messier et Mme Bergeron.

« 12 $ le joint, ça n'a pas de sens, ils ont sorti ça de leur chapeau, lance Caroline Bergeron. Les gens très malades ne travaillent pas pour la plupart et ils doivent déjà payer beaucoup pour d'autres médicaments. »

S'ils ont ri en entendant les médecins et les fonctionnaires leur annoncer les prix de Santé Canada, Claude Messier et les autres ne trouvent rien de drôle à la façon dont Ottawa mène le dossier.

« Je suis très déçu, dit Claude Messier, je croyais qu'ils allaient annoncer un programme, au moins pour la recherche. Qu'est-ce qu'ils attendent pour bouger ? »

Outre les retards du programme de recherche, les militants du cannabis médical reprochent à Santé Canada les délais d'obtention de la fameuse exemption ministérielle. Trop de papiers à remplir, trop de bureaucratie, disent-ils.

« On se bat comme des forcenés alors que nous sommes malades, et ça nous rend encore plus malades », résume Claude Messier.

Au Club Compassion, qui a discrètement repris ses activités la semaine dernière, Caroline Bergeron et ses collègues rencontrent régulièrement des gens qui, de guerre lasse, préfèrent continuer à acheter leur pot sur le marché noir.

Les participants à la rencontre de lundi se demandent aussi ce qu'attend Santé Canada pour se trouver un fournisseur officiel. « Le message du gouvernement, dit Caroline Bergeron, c'est : continuez à encourager le crime organisé. L'approvisionnement, c'est un gros problème. C'est ridicule, on donne des exemptions ministérielles, mais il faut acheter sur le marché illégal. »

Après avoir fait beaucoup bruit, l'an dernier, en ouvrant la porte à une légalisation du cannabis à des fins médicales, le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, semble moins pressé de poursuivre sur cette voie controversée.

Le ministre avait alors annoncé un plan de recherche clinique sur les effets de la marijuana et avait en plus accordé le droit de posséder cette drogue à quelques personnes gravement malades.

À court terme, prévoyait le ministre, le Canada aurait son propre fournisseur (canadien) et Santé Canada serait chargé de distribuer les doses aux grands malades (notamment certains cancers, le sida, l'épilepsie, et des maladies musculaires ou du système nerveux central).

On est loin de là, dénoncent les malades et les bénévoles qui leur procurent de l'herbe. Depuis un an, une vingtaine de personnes atteintes de maladies graves ont reçu une exemption ministérielle pour posséder et consommer de la marijuana, mais le plan de tests cliniques qui devait commencer en juin dernier n'a toujours pas démarré.

De plus, Santé Canada n'a pas encore lancé l'appel d'offres pour trouver son fournisseur de marijuana, ce qui devrait toutefois venir dans les prochaines semaines, dit-on.

Le ministère de la Santé prévoit dépenser sept millions dans les essais cliniques menés dans au moins trois centres de recherche universitaires canadiens (Saskatoon, Vancouver et Toronto).

Ce n'est toutefois pas demain la veille que la marijuana sera largement prescrite au Canada. Les essais devraient commencer d'ici septembre et s'étirer jusqu'en 2004, voire 2005.

Pour le moment, seules les personnes exemptées par le ministre peuvent fumer légalement du cannabis.

Israël se retirera du Liban sud d'ici juillet

ISRAËL / *Suite de la page A1*

consultations des membres du gouvernement sur la procédure à suivre pour mettre en oeuvre le retrait de la zone de 850 km2 occupée par l'État israélien au Liban sud.

Israël, en officialisant sa décision de retrait, avec ou sans accord de paix, de la zone du Liban sud qu'il occupe depuis 22 ans, ouvre une redoutable boîte de Pandore, estiment des diplomates.

Réagissant à cette annonce, le premier ministre libanais Salim Hoss a souligné que son pays était favorable dans l'absolu à un retrait israélien, mais qu'il préférait le voir intervenir dans le cadre d'un accord.

« Que la décision du Conseil des ministres israélien soit une manoeuvre ou non, notre position a été de tout temps favorable à un retrait israélien en application de la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle à un retrait inconditionnel », a-t-il déclaré à la presse.

« Toutefois, nous préférons que ce retrait se fasse dans le cadre d'un accord car nous ne nous fions pas aux intentions israéliennes », a-t-il ajouté.

« Le compte à rebours a commencé, a expliqué un diplomate occidental. Au bout, il n'y a plus que trois scénarios possibles : un retrait assorti d'arrangements de sécurité dans le cadre d'un accord de paix global syro-israélien et libano-israélien, un retrait avec un accord bilatéral entre Beyrouth et Tel-Aviv, ou un retrait unilatéral sans aucun accord ».

La deuxième hypothèse, celle d'un accord bilatéral, risquerait de déplaire fortement à Damas et n'est guère envisagée par les experts. Quant à un retrait unilatéral, « les propos récents du ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk al-Chareh, qualifiant (le 2 mars) une telle option de suicidaire pour Israël, sont assez éloquents », a expliqué le diplomate.

Dans une déclaration à la télévision, M. Barak a mis en garde les combattants anti-israéliens contre toute attaque sur le territoire israélien après un retrait.

« Je ne conseille à personne de tester notre réaction lorsque nous serons déployés le long de la frontière internationale et défendrons à partir de là nos localités », a-t-il dit.

Selon M. Barak, la décision, votée à l'unanimité, est définitive. « D'ici juillet, nous serons déployés sur la frontière internationale, protégeant les localités frontalières et garantissant l'avenir des hommes de l'ALS (Armée du Liban sud, auxiliaire d'Israël) », a-t-il assuré.

Il a réaffirmé qu'en cas d'absence d'accord avec la Syrie et le Liban, « le gouvernement se réunira et décidera comment mettre en oeuvre sa décision ».

De son côté, le ministre à la présidence du Conseil Haïm Ramon, un proche de M. Barak, s'est félicité de la décision du gouvernement qui, a-t-il souligné, « tranche le noeud gordien » attachant depuis 22 ans Israël au Liban.

« Aujourd'hui, nous avons annoncé au peuple d'Israël la fin d'une époque », a-t-il déclaré, affirmant qu'« il n'y avait plus aucune raison politique ou militaire » au maintien des troupes israéliennes au Liban.

Le chef de l'opposition de droite Likoud, Ariel Sharon, qui est favorable à un retrait unilatéral du Liban, a indiqué à la deuxième chaîne de télévision qu'il conseillait à M. Barak « de se retirer immédiatement du Liban, sans attendre un accord avec la Syrie ».

Les pourparlers de paix israélo-syriens sont bloqués depuis le 10 janvier, après leur reprise en décembre aux États-Unis, au terme de près de quatre ans d'interruption. Damas exige pour revenir à la table des négociations un engagement public d'Israël à restituer le plateau du Golan jusqu'aux lignes du 4 juin 1967, qui prévalaient avant la guerre des Six jours.

M. Barak a indiqué qu'il « n'était pas au courant d'une date possible » pour la reprise de ces négociations.

La pression de l'opinion, secouée par les pertes infligées par le Hezbollah chiite libanais, qui a tué sept soldats israéliens au Liban sud depuis le début de l'année, s'est récemment accentuée sur le gouvernement pour se retirer de la « zone occupée ».

D'autres bûcherons québécois se rendront en France

Presse Canadienne
CARLETON

D'autres entreprises québécoises, en plus du Groupe Fores, du Lac-Saint-Jean, devraient signer des contrats dans les semaines à venir pour participer à l'effort de récupération du bois renversé par la tempête de Noël, en France.

Une firme de Saint-Simon, près de Rimouski, de même qu'Émondage Saint-Germain, de Sorel, et Amtech, de Québec, ont signé des contrats ou sont sur le point de se rendre en France pour finaliser une négociation amorcée par téléphone ou sur Internet.

Pour Émondage Saint-Germain, la première compagnie québécoise qui s'est rendue outre-mer en janvier pour évaluer le potentiel de travail, l'affaire est dans le sac.

« Ça s'enligne très bien ; j'en ai qui partent lundi. Il y aura dans quelques jours de 25 à 50 gars au minimum en Lorraine, et probablement des équipes de 25 à 50 personnes dans les semaines suivantes. Les travailleurs y vont pour un minimum de deux mois. C'est un jeu de négociations. Pour régler un dossier comme celui-là au Québec, ça aurait pris un mois de moins », précise Marc Brassard, d'Émondage Saint-Germain.

La compagnie S.A. Forestière Montplaisir, de Commercy, constitue le « donneur d'ordres » dans le cas de la firme soreloise. « On vise entre 100 à 200 hommes. Comme compagnie, nous sommes capables de monter à 300 ou 400 si le besoin est là, et même 1000 personnes.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100
Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détaillants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: *La Presse, Ltée,*
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
http://lapresse.infinit.net

Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650»
Port de retour garanti. (USPS003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : **7-0-0**
à quatre chiffres : **8-5-7-3**

COLLECTES DE SANG

Aujourd'hui, Héma-Québec attend les donneurs aux endroits suivants:
■ à Montréal: Centre des donneurs de sang, centre commercial Maisonneuve, 2991, Sherbrooke Est, (métro Préfontaine), de 10 h à 17 h 30;
■ à Montréal: Faubourg Sainte-Catherine, niveau mezzanine — entrée St-Mathieu (au-dessus du magasin Plantation), 1616, rue Sainte-Catherine Ouest, de 10 h à 17 h. Objectif: 90 donneurs;
■ à Montréal: Le 1000 De La Gauchetière, en collaboration avec Téléglobe, la Société canadienne des postes et Cognicase, Jardin d'hiver du 1000 De La Gauchetière Ouest, des 10 h à 16 h 30. Objectif: 125 donneurs;
■ à Montréal: FTQ (station métro Crémazie), 545, boul. Crémazie Est, de 9 h à 19 h 30. Objectif: 350 donneurs;
■ à Bromptonville: Club Optimiste de Bromptonville, Centre Opti-récréatif, 207, chemin Windsor, de 14 h 30 à 20 h 30. Objectif: 135 donneurs.

DEMAIN DANS LA PRESSE

Les femmes perdent des postes de direction chez Desjardins

■ Les fusions de caisses populaires font perdre des postes de direction aux femmes. En outre, la fusion des fédérations et de la Confédération risque de renverser la tendance à une hausse du nombre des dirigeantes bénévoles dans le Mouvement. Voilà qui pose un problème délicat au nouveau président Alban D'Almours, explique Laurier Cloutier, demain dans le cahier Économie.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : ***http://lapresse.infinit.net***

Le général Augusto Pinochet a-t-il berné les autorités britanniques sur son véritable état de santé?

Le mercredi des Cendres a-t-il encore une signification pour vous?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 36 %
Non: 64 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Île de Montréal

L'EXPRESS DU MATIN

La route fait un mort

■ Une personne a perdu la vie sur les routes du Québec au cours de la fin de semaine. L'accident s'est produit vendredi soir, peu après 23 h, sur la route 116 à Warwick dans les Bois-Francs. **Vincent Bellavance**, un jeune homme de 19 ans résidant à Saint-Albert, n'a eu aucune chance de s'en sortir quand la voiture qu'il conduisait a été happée dans sa portière par un véhicule qui effectuait un dépassement, au moment où la victime amorçait un virage à gauche dans la cour privée d'une résidence. Selon la Sûreté du Québec, la deuxième voiture impliquée en avait déjà doublé une première et s'apprêtait à faire de même avec celle de la victime lorsque l'accident s'est produit. En raison du point mort dans le rétroviseur de sa portière, Vincent Bellavance n'aurait jamais aperçu l'auto qui allait aussi le dépasser. Aucune trace de freinage n'a été décelée sur la chaussée. Les deux passagers qui accompagnaient la victime, ainsi que le conducteur qui a happé son véhicule, ont subi des blessures légères dans la collision et ils ont été transportés à l'hôpital Hôtel-Dieu d'Arthabaska. C'est d'ailleurs à ce centre hospitalier régional que le décès de Vincent Bellavance a été constaté.

Période de dégel

■ Le temps exceptionnellement doux a contraint le ministère des Transports à devancer de neuf jours la période de dégel sur les routes du Québec dans la zone un, qui couvre la partie sud de la province, de Hull à Rivière-du-Loup. Ainsi, dès aujourd'hui, les camions lourds devront diminuer leurs charges permises d'environ 20 %. Les routiers fautifs sont passibles d'amendes pouvant atteindre 2500 $ et leurs camions pourraient être immobilisés. Marjolaine Veillette, porte-parole du ministère québécois des Transports, a précisé que la zone un comprend les grands centres que sont Hull, Montréal, Sherbrooke, Trois-Rivières et Québec. La date du début de la période de dégel avait d'abord été établie au 15 mars par le ministère.

Lac Kipawa à éviter

■ La Sûreté du Québec demande aux motoneigistes d'éviter le lac Kipawa, au Témiscamingue. Une importante faille dans la glace a été découverte dans le secteur compris entre l'île Brownson et la baie Pratte. Il s'agit d'un trou de quelques kilomètres de long et de dix mètres de large dans lequel un motoneigiste a plongé, samedi. Heureusement, il s'en est sorti indemne.

Disparu retrouvé

■ L'homme de Terrebonne qui était porté disparu depuis près d'une semaine a été retrouvé sans vie dans un cabanon adjacent à son domicile, hier. Richard Paquet, âgé de 51 ans, serait décédé par balles et selon les premières constatations, il s'agirait d'un suicide. Il a été retrouvé par un membre de sa famille. Il avait été vu pour la dernière fois dans la nuit du 28 février. Son véhicule avait été retrouvé le lendemain dans le stationnement d'un centre commercial de Rosemère.

Don de bicyclettes

■ Grâce à la générosité d'un donateur anonyme qui fêtera son 76e anniversaire de naissance le 30 mai prochain, l'organisme de charité Jeunesse au Soleil, donnera pour une 16e année consécutive une quarantaine de bicyclettes et casques de sécurité à autant d'enfants démunis. Comme à chaque année, l'organisme demande aux professeurs, aux policiers et aux travailleurs sociaux de lui fournir les noms des enfants qui, selon eux, devraient recevoir une bicyclette en guise de récompense à une bonne action commise auprès de la communauté. On peut écrire à l'organisme au 8251, Saint-Urbain, Montréal, H2W 1V6 ou par télécopieur au 514-842-5241. Jusqu'à maintenant, 620 bicyclettes ont été données à des jeunes dans le cadre de ce programme.

Entente de principe entre la STCUM et ses chauffeurs d'autobus

RAYMOND GERVAIS

Une entente de principe est intervenue hier après-midi entre la Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) et le syndicat des chauffeurs, opérateurs de métro et employés des services connexes, membre du Syndicat canadien de la fonction publique, affilié à la FTQ.

La grève de 24 heures que devaient déclencher les chauffeurs jeudi, le 9 mars, est par le fait même annulée.

La Presse a appris hier de bonne source que l'entente porte notamment sur la caisse de retraite des employés, la pierre d'achoppement dans les négociations entre la STCUM et l'ensemble de ses syndicats.

Cette entente sur la caisse de retraite servira de modèle pour l'ensemble des employés de la STCUM et sera présentée aux employés de l'entretien.

Comme les parties ont convenu d'un commun accord de ne faire aucune déclaration publique avant la tenue de l'assemblée générale prévue pour demain, durant laquelle sera soumise aux membres l'entente portant sur l'ensemble de la convention collective, il nous a été impossible d'obtenir des précisions additionnelles.

Toutefois, l'entente isole par le fait même le syndicat de l'entretien et celui des commis divisionnaires qui deviennent les seuls à la STCUM qui n'ont toujours pas conclu d'entente dans le but du renouvellement de leur convention collective.

L'entente d'hier porte sur l'ensemble du contrat de travail et comporte des augmentations salariales pour les syndiqués, en plus de régler toutes les clauses normatives en suspens depuis que la convention collective des chauffeurs était arrivée à échéance en janvier dernier.

Depuis le début de la semaine dernière, les parties en cause ont participé à un véritable blitz de négociations, qui a permis d'en arriver à un règlement négocié.

Odile Paradis, porte-parole de la STCUM a expliqué que même si l'entente devait être rejetée en assemblée générale par les syndiqués, il n'y aurait pas de grève jeudi, la STCUM en ayant obtenu l'assurance par l'exécutif du syndicat des chauffeurs. Ne cachant pas sa satisfaction, Mme Paradis a indiqué qu'un grand pas venait d'être franchi avec le syndicat des chauffeurs, mais qu'il restait encore un grand pas à franchir avec le syndicat de l'entretien, ce dernier étant avec celui des chauffeurs un syndicat très important au sein de la société de transport.

La Presse a également appris que le syndicat des chauffeurs et opérateurs entendait proposer à ses membres demain de ratifier l'entente de principe intervenue hier.

Par ailleurs, une entente de principe est également intervenue entre la STCUM et le Syndicat des employés de bureau, techniciens et professionnels. Quant au syndicat d'entretien, les négociations se poursuivent en présence du conciliateur gouvernemental à raison de deux demi-journées par semaine.

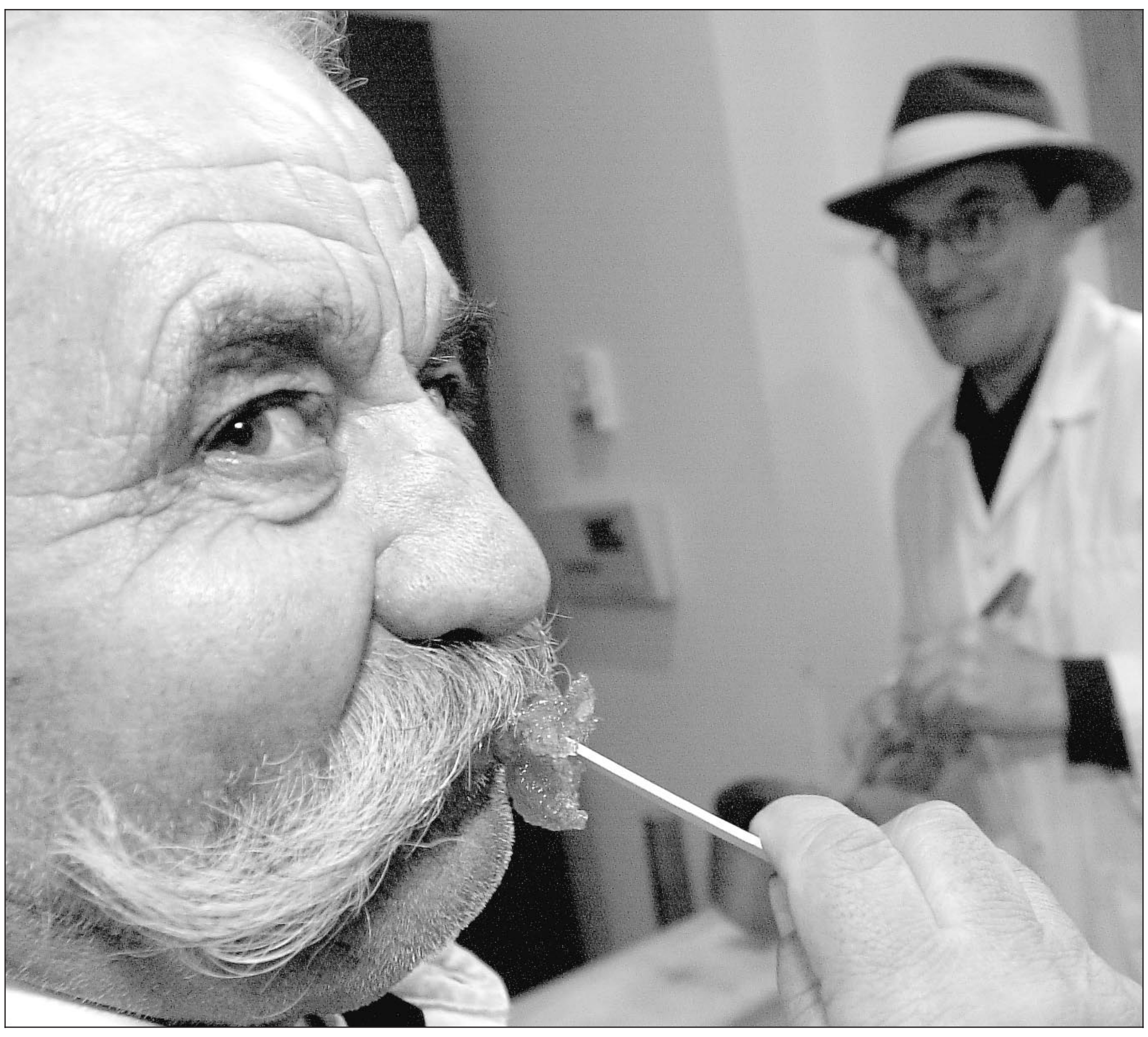


PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Ceux qui se sont présentés hier à l'Accueil Bonneau, ont pu déguster un véritable repas de cabane à sucre agrémenté de chansons traditionnelles. Bilal Sorkun déguste de la tire sous le regard de Rolland Parent des Érablières Saint-Grégoire.

La GRC ramène Boulanger à Montréal

Presse Canadienne

Jean-Raymond Boulanger, ce pilote de bimoteur condamné pour trafic de drogue, en cavale depuis deux ans et extradé vendredi de Colombie, est arrivé samedi à Montréal et a été incarcéré dans un pénitencier fédéral.

Boulanger, âgé de 54 ans, avait été arrêté en 1992 à la suite d'une poursuite en avion qui s'était terminée à Casey. Le petit bimoteur qu'il pilotait depuis la Colombie transportait 4000 kilos de cocaïne valant plus d'un milliard de dollars à l'époque, l'une des plus importantes saisies de drogue de l'histoire canadienne.

Condamné à 23 ans de prison, Boulanger avait obtenu sa « libération de jour » en 1998 mais il s'était évadé de la maison de transition où il devait revenir chaque soir.

Boulanger a été arrêté mercredi dernier en Colombie par les autorités locales après avoir été semble-t-il enlevé par des rebelles marxistes, qui réclament une « taxe » aux trafiquants de cocaïne pour financer leur guérilla.

« Il a été placé (vendredi) sur un vol commercial assurant la liaison Mexico-Toronto, puis emmené à Montréal sur un vol de la GRC », a indiqué hier le caporal Léo Monbourquette, de la Gendarmerie royale du Canada à Montréal. « Il a été incarcéré pour violation des conditions de sa libération conditionnelle. »

Le temps des sucres est en avance d'une semaine

RAYMOND GERVAIS

Les érables coulent depuis une semaine déjà et la saison s'annonce prometteuse, le sirop devrait être d'excellente qualité et le prix du gallon devrait chuter d'ici quelques semaines.

C'est donc le temps pour les Québécois de prendre la route du pèlerinage annuel vers les érablières.

Hier midi, les acériculteurs de la région du Mont-Saint-Grégoire se sont rendus pour la 15e année consécutive servir un repas de cabane à sucre à l'Accueil Bonneau. Plus de 500 convives ont répondu à l'invitation et sont venus se régaler.

Au menu : soupe aux pois, fèves au lard, oreilles de crisse, omelette, jambon et pommes de terre. Comme dessert, beignets dans le sirop et tarte au sucre. Il y avait aussi de la tire sur la neige pour tout le monde et à volonté, s'il vous plaît. Rolland Parent, un fermier de la région de Saint-Grégoire et producteur d'érable, avait été choisi par les acériculteurs pour préparer ce repas typiquement québécois.

M. Parent a bien aimé l'expérience, ajoutant qu'il adorait mettre de la vie dans un party en chantant quelques chansons.

Michel Gingras, propriétaire des érablières La Goudrelle et Beau-Site, a précisé qu'un printemps hâtif comme celui que nous connaissons depuis une semaine, est habituellement synonyme d'une excellente récolte et d'un produit de qualité.

« Lorsque le printemps se manifeste à la fin février ou au tout début de mars, alors que les nuits sont encore froides et qu'il y a de la neige au sol, les érables coulent bien durant le jour. Nous avons entaillé depuis une semaine et le sirop, quoique corsé, a un bon goût d'érable. D'ici une semaine, le sirop sera plus doux. À la fin de la saison, quelques jours avant l'apparition des bourgeons, le sève qui coule des érables est habituellement utilisée pour faire des sous-produits du sirop, notamment de la tire. C'est bien connu, pour avoir du bon sirop il fait que ça gèle la nuit et que ça fonde le jour », a expliqué M. Gingras.

Quant aux conséquences du verglas d'il y a deux ans, l'acériculteur a précisé que les plaies se cicatrisaient, mais que l'ensemble des producteurs de sirop d'érable ont vu leur production baisser de 10 % à 15 %. Habituellement, les acériculteurs peuvent récolter la sève des érables durant trois semaines dans la région de Saint-Grégoire.

Remboursement du prêt étudiant : maladie ou grossesse, nenni

MARC THIBODEAU

Une grossesse, un cancer, deux opérations chirurgicales et une chimiothérapie ne changent rien aux yeux du ministère de l'Éducation. Si vous interrompez vos études, vous devez six mois plus tard commencer à rembourser votre prêt, point à la ligne.

C'est ce qu'a appris à ses dépens une étudiante en médecine de l'Université de Montréal, qui a dû interrompre sa résidence en mai dernier, quelques mois avant de compléter définitivement sa formation, après avoir appris qu'elle souffrait d'un cancer du côlon.

La jeune femme, alors enceinte de quatre mois, a immédiatement subi une première opération. Une seconde intervention a été pratiquée en janvier à la suite d'une rechute. Elle subit depuis quelques semaines une chimiothérapie.

Peu de temps après qu'elle eut accouché en octobre, l'institution financière qui gère son prêt étudiant de 33 000 $ l'a avisée qu'elle devait débuter le remboursement du capital et des intérêts, le ministère refusant d'assumer ce fardeau en raison de l'interruption de ses études.

Le conjoint de l'étudiante, Michel Thériault, qui a alerté *La Presse* de sa situation, s'offusque de la décision du ministère. « Disons que les questions financières ne faisaient pas partie de nos priorités au moment où nous en avons été avisés », ironise-t-il.

M. Thériault estime qu'il est « absurde » de traiter sa conjointe comme une étudiante qui a définitivement abandonné ses études. Dans l'espoir de corriger la situation, il s'est adressé à la députée de son comté, Rita Dionne-Marsolais, à l'ombudsman de l'U de M, à la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, ainsi qu'au Protecteur du citoyen, Daniel Jacoby, « très préoccupé » par les « cas humanitaires » de cette nature.

Toutes les démarches entreprises par M. Thériault se sont avérées vaines jusqu'à maintenant. « C'est sûr que l'on va finir par payer puisque toute cette histoire nous exaspère au plus haut point. Mais ça n'a aucun bon sens », indique-t-il.

Le porte-parole de l'U de M, Bernard Motulsky, indique qu'il n'existait pas de statut « intermédiaire » pour les étudiants contraints d'interrompre leurs études en raison d'une maladie. « On est inscrit ou on ne l'est pas », dit-il.

Les mésaventures de la conjointe de M. Thériault, ajoute M. Motulsky, ne peuvent être attribuées à l'université puisqu'elles découlent des critères définis par le gouvernement, qui ne reconnaît que les étudiants à temps plein.

Le porte-parole de l'aide financière aux études du ministère, Bernard Frenette, rappelle que le règlement en vigueur ne prévoit aucune exception pour la grossesse ou la maladie.

« Nous supportons les étudiants à temps plein, c'est tout. Le but n'est pas de payer les gens pour qu'ils restent à la maison », a indiqué M. Frenette, sans aborder spécifiquement le dossier de l'étudiante de l'U de M.

Le ministre de l'Éducation, ajoute le porte-parole, ne dispose d'aucun pouvoir discrétionnaire en cette matière. « Il doit suivre la loi comme tout le monde », note-t-il.

La situation pourrait néanmoins changer puisque le Protecteur du citoyen, qui dit avoir été saisi depuis un an d'une dizaine de dossiers de nature similaire, se penche sur le problème.

Il entend émettre des recommandations pour le résoudre. « Ça prendrait une modification au règlement », commente une porte-parole, Chantal Blais, qui se dit incapable de préciser à quel moment les travaux en cours seront complétés.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse s'intéresse aussi au dossier puisqu'elle défend devant le Tribunal des droits de la personne la cause d'une étudiante de l'université McGill qui a dû interrompre ses études durant huit mois à la suite de son accouchement.Le ministère avait demandé là encore que le remboursement du prêt débute après six mois, au grand dam de la jeune femme, qui a refusé d'obtempérer.



PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

Beau temps pour la pêche

Le beau temps qui se poursuit en ce début du mois de mars est l'occasion de pratiquer mille et une activités. Hier, Richard Boucher, de Longueuil, en a donné un exemple éloquent, en allant taquiner le poisson sur la glace en face de la marina de Longueuil. La glace était-elle assez épaisse et solide ? Il semble bien que oui, selon cet amateur de pêche qui a creusé un trou d'un bon pied sous les yeux du photographe.

loto-québec résultats

Lotto 6/49 — Tirage du 00-03-04

10 14 16 19 23 36 — Numéro complémentaire: 2

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 969 760,70 $
5/6+	8	73 866,00 $
5/6	239	1 978,00 $
4/6	14 090	64,30 $
3/6	258 645	10,00 $

Ventes totales: 14 502 159 $
Prochain gros lot (appr.): 5 000 000 $

Québec 49 — Tirage du 00-03-04

8 13 34 37 40 48 — Numéro complémentaire: 7

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	1	50 000,00 $
5/6	11	500,00 $
4/6	867	50,00 $
3/6	16 526	5,00 $

Ventes totales: 569 911,50 $

Banco — Tirage du 00-03-05

3 8 13 17 23 28 29 32 33 34 41 43 44 46 49 52 56 57 60 61

La Quotidienne — Tirage du 00-03-05

3 4 700 8573

Extra — Tirage du 00-03-04 — NUMÉRO: 500753

Extra — Tirage du 00-03-05 — NUMÉRO 008783

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

1LP0501A0306 A05, lundi, BOISVERT 1LP0501A0306 ZALLCALL 67 00:51:47 03/06/00 B

Montréal comme une momie



Yves **BOISVERT**

Il ne faut rien construire : ça dérange les citoyens. Ils demeurent près de l'avenue du Parc mais n'aiment pas les discothèques. Ils habitent le centre-ville, à côté d'un terrain vague, et se scandalisent qu'on y construise un stade de baseball. Ça va sentir les frites. Ça va faire du trafic.

Ils aimeraient peut-être mieux une tour à bureaux ? Ou des logements sur vingt étages, comme le permet le zonage ?

Il ne faut rien détruire non plus, au fait. Pas même les pires saloperies architecturales. C'est laid, mais ça *témoigne* d'une époque !

Une amie architecte de talent qui a dessiné quelques caisses populaires dans des villages me confiait qu'elle n'est « pas très patrimoniale ». Ses caisses étaient résolument modernes et ne tentaient pas d'imiter le style local. Vieilles pierres, très peu pour elle. Pourquoi pas ?

Mais, disait-elle, qu'on ne touche pas aux silos à grains en béton qui ruinent le paysage au bout de la rue de la Commune ! Il paraît que Le Corbusier, ce génie du béton, a été ému par cette masse hideuse.

C'est laid, mais ça témoigne très fort !

On a eu un exemple de cette pensée patrimoniale nouveau-genre samedi dans *La Presse*. Deux jeunes architectes s'en prennent au projet de Grande Bibliothèque, qui suppose la démolition pure et simple du Palais du Commerce. Vous savez cet édifice morne, dépourvu de toute ornementation, platement rectangulaire, qui vous donne le cafard en sortant du Terminus d'autobus, rue Berri, mais que vous oubliez aussitôt, tellement il est insignifiant ?

Là, je rêve. On institue un concours international, présidé par Phyllis Lambert, pour construire à Montréal un édifice majeur. S'il y a un groupe qui devrait être excité dans la ville, c'est bien celui des architectes ! Mais il s'en trouve pour pleurer la disparition du Palais du Commerce, *of all places*...

Voici ce que les architectes Malo et Ross avaient à dire : « *Le Palais du Commerce ne possède certes pas la beauté d'un grand monument classique. Au premier abord, il n'a, hélas, aucune chance de provoquer un quelconque émoi* ».

Pourquoi « hélas » ? S'il ne provoque aucune émotion esthétique, pourquoi le défendre, ce bloc sans âme ? Parce que ça témoigne, voyons ! Lisons un peu :

« *C'est un témoin important du développement de Montréal pour peu que l'on prenne la peine de s'y arrêter. Jadis une vitrine de l'essor économique de Montréal, il a été appelé à devenir le premier véritable centre d'exposition de la métropole, avant que la Place Bonaventure ne le supplante. Ouvert en 1952, il témoigne des idéaux de son époque (...)* »

Autrement dit, il a pour tout mérite d'avoir existé. Les témoignages, messieurs, il y a des vidéos et des *scrap books* pour ça !

« *Pourquoi jeter alors qu'on peut recycler ?* » demandent-ils enfin. Pourquoi ? Parce que ce n'est ni beau ni utile. L'édifice de l'ETS montre qu'on *peut* certes recycler. Encore faut-il que ce soit pratique.

Ce serait quand même le comble qu'après avoir laissé détruire un nombre incalculable de vrais beaux édifices, notamment sur la rue Sherbrooke, Montréal momifie pour cause de témoignage ce genre de banalité ! Ce serait bien la pire façon de racheter les erreurs du passé.

Si l'on n'a pas eu les moyens ou la lucidité de conserver le vrai patrimoine, qu'au moins on ne s'en fabrique pas un de pacotille. On se ferait flouer une deuxième fois !

■■■

Ce qui nous amène à parler du Rialto, cette ex-belle salle de spectacle classée et supposément protégée. Elle est convertie en discothèque. Cela pose deux problèmes. Un de patrimoine. L'autre de voisinage.

D'abord, le propriétaire a modifié l'immeuble de façon effrontée, sans aucune permission et sans tenir compte de la valeur historique de l'immeuble. Mais posons la question de façon un peu réaliste : qui voulait mettre de l'argent pour retaper cet immeuble ? Il aurait fallu, encore une fois, de l'argent public.

On dira que la Ville de Montréal a acheté le Cinéma V, un édifice décrépit sans valeur celui-là, et qu'il n'y a rien à comprendre dans sa politique. C'est vrai. Mais ce geste ne nous offre pas de solution. La Ville ne peut pas racheter tous les immeubles patrimoniaux. Elle peut encourager leur revitalisation. L'idéal aurait été d'en faire une salle de spectacle. Mais il n'en manque pas à Montréal. Alors ? Mettre le cadenas sur la porte pour encore dix ans jusqu'à ce qu'un mécène s'y intéresse ? Peut-être.

Pour ce qui est du voisinage, qui craint le bruit, rappelons qu'il s'agit de l'Avenue du Parc, pas d'un quartier purement résidentiel. C'est là que se sont déniaisés des milliers de personnes depuis trois générations, après tout, de l'Idéfixe, au 5116, en passant par la Pleine Lune, la Skala, le Timénée et Dieu sait quoi encore.

Il faut quand même savoir où l'on s'en va vivre. J'ai encore sur le coeur le coup du Café Campus, que quelques notaires grincheux ont fait fermer parce qu'il y avait trop de bruit. Ils vont s'installer à côté d'une université de 50 000 personnes, à côté d'un bar étudiant fameux, et ils se plaignent du bruit et des *fumeux de pot*. Et l'ineffable Régie des alcools leur donne raison. Il y a là maintenant un Second Cup. Mais si le café vous énerve, on peut aussi boire de la tisane. Bonjour l'ambiance.

Il y a des moyens de limiter le bruit et de le rendre à peu près tolérable. La Commission de développement urbain, l'organe qui fait semblant de pouvoir dire non au maire Bourque mais qui au moins tente de trouver des accommodements, a suggéré une série de modifications (sur le nombre de clients, sur la construction, sur les soirs d'ouverture) qui paraissent raisonnables.

■■■

Quant au stade des Expos, des cent milles raisons de s'opposer à sa construction, la moins bonne me semble celle de l'urbanisme.

La construction proposée est fort décente. Et à moins de réprouver en soi le baseball, de le considérer comme une activité pour débiles — alors que c'est un sport qui peut être fort subtil —, qu'y a-t-il de mal à construire un stade au centre-ville ?

L'activité générée dans le quartier sera saisonnière et très limitée — en général en dehors des heures d'activité économique.

Si le projet des Expos est viable, si les gens veulent aller voir des parties de baseball — deux hypothèses non vérifiées jusqu'ici ! —, l'emplacement est fort bien choisi, au contraire. Et les voisins trouveront ce « monstre » beaucoup moins encombrant que les édifices en hauteur qu'on aurait fort bien pu y construire.

Quoi, faudrait-il, pour plaire à tout le monde, momifier Montréal ?

yboisver@lapresse.ca

Actualités

Les tribulations d'un courtier planétaire en drogue

Alfonso Caruano a été condamné à 18 ans de prison mais devrait pouvoir retrouver la liberté — et ses biens — dans trois ans



PHOTO RÉMI LEMÉE, *La Presse*

Après sa faillite en 1997, Alfonso Caruana, 54 ans, avait quitté le palais de justice de Montréal comme si de rien n'était.

Le 25 février dernier, Alfonso Caruana et deux de ses frères étaient condamnés à des peines de pénitencier pour avoir dirigé un réseau international de trafic de cocaïne. C'est à Montréal que le clan Cuntrera-Caruana a commencé à bâtir son empire dans les années 1950. Notre journaliste s'est intéressé à l'histoire de cette famille mafieuse de Sicile.



André Cédilot

Rentré au Canada à l'automne 1993, après un « exil » de sept ans au Venezuela, Alfonso Caruana s'est installé dans le condo de sa belle-soeur, rue Grosvernor, à Westmount, puis, deux ans plus tard, il est déménagé à Woodbridge, en Ontario.

Où qu'il fût, Alfondo Caruana passait pour un homme d'affaires respectable. Père de trois enfants, il était vu souvent dans une poissonnerie de Toronto, où il disait travailler avec sa femme, Giuseppina. À eux deux, ils gagnaient 700 $ par semaine.

Dans les faits, Alfonso, 54 ans, était le chef désigné de la « famille » Siculiana, une des plus puissantes de la Sicile. En trois ans, au Canada seulement, ce clan mafieux a fait entrer 1,5 tonne de cocaïne. Au moment de son arrestation avec ses deux frères et un neveu, le 15 juillet 1998, il préparait l'importation d'environ cinq tonnes par année !

Sa sentence (il a écopé 18 ans de pénitencier) et celles de ses frères Gerlando (18 ans) et Pasquale (10 ans), et de son neveu Giuseppe (4 ans), à Toronto, freine les projets des Cuntrera / Caruana, considérés comme les principaux « courtiers » en transport de drogue et d'argent sale de *La Cosa Nostra* (ou mafia sicilienne), en Italie et en Amérique du Nord.

Des ombres à Montréal

Comme la majorité des plus importants mafiosi montréalais, dont le chef incontesté Nick Rizzuto, les frères Caruana sont originaires de la province d'Agrigente, en Sicile. L'aîné, Gerlando, 56 ans, a immigré à Montréal en 1967, tandis qu'Alfonso et Pasquale, 51 ans, sont arrivés l'année suivante.

Tout en se tenant dans l'ombre, ils fréquentaient surtout Giuseppe Cuffaro, et leurs beaux-frères, Pasquale, Gaspare, Paolo et Liborio (il est mort en 1982) Cuntrera. Plus vieux, et tout aussi discrets, Cuffaro et les frères Cuntrera étaient ici depuis près de 15 ans déjà.

Les plus cyniques diront qu'ils tenaient si peu à être connus qu'aucun d'eux n'a produit de rapports d'impôts avant le milieu des années 80. Pour la plupart, ils faisaient la navette entre le Canada et le Venezuela, devenus leurs bases d'opération depuis 1964, après leur départ de Sicile.

Au début de ces années-là, la grande « famille » Siculiana avait obtenu la permission de la *Cupola*, comité directeur de la mafia sicilienne, de quitter l'île pour échapper à la razzia du gouvernement italien déclenchée à la suite d'un attentat qui avait coûté la vie à sept carabiniers.

Avec à leur tête Pasquale Caruana, aujourd'hui âgé de 87 ans, la « famille » Siculiana s'était d'abord installée au Brésil, avant d'aller au Venezuela. D'autres avaient pris la direction des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et, bien sûr, du Canada. Il y a aussi un Caruana en Afrique !

Drogue et argent sale

Ainsi, au début des années 70, Pasquale Cuntrera, alors âgé de 42 ans, quittera le Canada pour le Venezuela avec ses trois frères, afin de prendre la relève à la tête de la « famille » de Pasquale Caruana, malade. C'est à ce moment que l'empire du clan s'est développé de façon fulgurante.

La prise de pouvoir de Pasquale Cuntrera au Venezuela a coïncidé avec la guerre entre Siciliens et Calabrais qui a mené à l'assassinat de Paolo Violi à Montréal, en 1978. Chef du clan calabrais (il avait succédé à un Vic Cotroni vieillissant), Violi s'opposait au commerce de la drogue parallèle mis sur pied par Nick Rizzuto et le clan Cuntrera / Caruana.

Depuis, ce clan sicilien a inondé les marchés nord-américains et européens de milliers de kilos d'héroïne, de cocaïne et de cannabis. Bien que leurs noms aient été mentionnés dans des maintes enquêtes, plus spécialement en Italie et aux États-Unis, dont la *French Connection* en 1970 et la *Pizza Connection* en 1980, ils avaient toujours réussi à s'esquiver.

Les Cuntrera / Caruana ont plus de pouvoir, d'influence et de richesse que bien des « familles » de *La Cosa Nostra* de la Sicile et des États-Unis. « On les surnomme les banquiers de la mafia sicilienne. Ils opèrent en marge des autres familles. En ce sens qu'ils fournissent des services à plusieurs groupes criminels et qu'ils ne sont subordonnés à aucun d'eux. La portée de leur action n'est assujettie à aucun territoire », a souligné Antonio Nicaso, auteur de livres sur le crime organisé.

Multinationale du crime

Les problèmes du clan Cuntrera / Caruana ont commencé en 1985 quand la police britannique a découvert coup sur coup deux chargements de meubles contenant de la drogue. L'un d'eux cachait 58 kilos d'héroïne. Achetée en Thaïlande, mais importée de l'Inde, elle était destinée à Montréal.

Plusieurs membres de l'organisation, dont Gerlando Caruana, avaient été arrêtés à Londres et à Montréal. Condamné à 20 ans de pénitencier en 1986, Gerlando était sorti sept ans plus tard de l'établissement Sainte-Anne des Plaines.

En poussant plus loin l'enquête, les policiers de la GRC avaient découvert la première véritable multinationale de la drogue et du blanchiment d'argent. L'ampleur du réseau se révélait davantage au Venezuela, siège social de l'organisation, où ils possédaient des hôtels, divers commerces et un immense ranch situé à la frontière de la... Colombie.

En dix ans, de 1978 à 1988, on les soupçonnait d'avoir fait le trafic de 800 kilos d'héroïne et 75 tonnes de haschisch d'une valeur au gros de 500 millions $.

Alfonso, un homme-clé

Alfonso Caruana, qui vivait en Angleterre depuis 1983, avait mystifié les enquêteurs de Scottland Yard en se réfugiant au Venezuela. L'enquête de la GRC a démontré qu'il était chargé, avec Giuseppe Cuffaro, de payer les fournisseurs de drogue et de recycler les gigantesques profits de la revente.

À eux seuls, les deux « hommes d'honneur » avaient lessivé une bonne part des 53 millions de dollars ayant transité dans des comptes bancaires de la métropole avant d'aboutir en Suisse. Arrêtés en 1978 à l'aéroport de Zurich, avec une valise à double fond contenant 600 000 $ en devises américaines, ils avaient expliqué avoir vendu un bateau. Ils ont payé une amende et pris la direction de l'Allemagne.

C'est ce même Alfonso Caruana, à son retour au Canada en 1985, qui opérait une petite pizzeria à Laval avec sa femme. Quant à son frère Pasquale, il emménageait avec sa famille dans une superbe résidence de trois étages, rue Bellerive, à Longueuil. Selon les documents de cour, il avait fallu deux ans pour construire cette maison évaluée à 1,5 million $.

Un an plus tard, en 1986, poursuivi par le fisc, Alfonso Caruana, incapable de justifier des revenus de 9 millions pour la seule année 1981, se sauvait de nouveau au Venezuela en abandonnant 826 000 $ en provenance de la Suisse. Avant de quitter, sa femme Giuseppina avait liquidé pour 1,2 million deux commerces de la rue Jean-Talon, une maison à Laval et un terrain à Pointe-aux-Trembles.

En 1989, un mafioso devenu délateur en Sicile l'avait dénoncé au juge d'instruction Giovanni Falcone comme un spécialiste du blanchiment d'argent. Mais le célèbre juge italien n'a jamais pu lui mettre la main au collet, ayant été victime d'un attentat à la bombe en 1992.

La même année, à la suite d'énormes pressions du gouvernement des États-Unis, le Venezuela a accepté d'extrader Pasquale, Gaspare et Paolo Cuntrera en Italie, où ils ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Aux dernières nouvelles, ils étaient toujours incarcérés.

Tel un fantôme

En 1993, une série de descentes de la police vénézuélienne a permis d'apprendre que 60 % de la valeur du parc immobilier de l'île d'Aruba appartenait aux Cuntrera / Caruana. Ils y possèdent surtout des hôtels, des restaurants et des casinos. Aucune action internationale n'a été prise.

En octobre de la même année, sentant la soupe chaude, Alfonso Caruana, tel un fantôme, a quitté ce pays et est rentré à Montréal comme si de rien n'était. Ce n'est que deux ans plus tard, à la suite d'informations des autorités italiennes, que la police a appris qu'il vivait maintenant à Toronto.

Selon des documents judiciaires, les policiers de la GRC ont confirmé le retour de l'insaisissable globe-trotter italo-canadien, en le photographiant lors de la réception de mariage de sa fille Francesca avec Antonio Catalanotto, à l'hôtel Sutton Place de Toronto, en avril 1996.

En apprenant la nouvelle, Revenu Canada a ressorti ses dossiers et cotisé Alfonso et sa femme pour 29,8 millions à la suite des impôts impayés des années 1980 à 1985. Se disant incapable de rembourser, le couple a fait faillite déclarant des avoirs nets de 250 $. Après contestation du fisc, un juge l'a libéré en 1997 en lui ordonnant de verser 90 000 $ au syndic. Avec son avocat, Vincent Chiara, il était ressorti du palais de justice de Montréal avec le sourire.

Pris au piège

Le projet *Omerta* de la GRC de Toronto montre qu'Alfonso Caruana et ses frères n'ont jamais cessé leurs activités illicites. Outre les 500 kilos de cocaïne au coût de 700 000 $ US introduits durant l'été 1996 à Montréal, ils ont réussi des coups semblables en 1997 et 1998. Dans l'intervalle, ils en préparaient de plus petites, de 100 à 200 kilos, à tous les 15 ou 20 jours, avec un autre de leurs fournisseurs colombiens !

Il a fallu près de deux ans à la GRC et une dizaine de corps de police des États-Unis, du Mexique, d'Italie, du Venezuela et de la Suisse pour les coffrer, le 15 juillet 1998. L'enquête au Canada a coûté près de 3 millions.

Elle a failli avorter en 1997 en raison d'un jugement de la Cour d'appel de l'Ontario restreignant la portée du travail d'infiltration de la police. Et, à la toute fin, à cause d'un manque de fonds de la GRC.

Les policiers canadiens ont jusqu'à maintenant confisqué un peu plus de 500 000 $ en argent et bijoux. Maisons, commerces et autres biens restent aux mains des trafiquants et de leurs familles. Ceux-ci, on le devine, profitent des conseils des meilleurs avocats pour tirer profit des faiblesses du système canadien dans sa lutte au crime organisé.

Au Venezuela, la police a pour sa part saisi une terre boisée de 400 000 hectares dont le sol est rempli d'or, de diamants, de pétrole et de minerais nucléaires. Cette propriété avait été achetée en 1995 au prix de 5,8 millions par un homme de paille d'Alberto Minelli, décrit comme le cerveau financier de l'organisation.

Comme il en est à sa première condamnation au Canada, et qu'il n'est pas réputé violent, Alfonso Caruana pourrait être libre dans trois ans, après avoir purgé seulement le sixième de sa peine de 18 ans. Il a choisi d'écouler sa peine dans un pénitencier de l'Ontario.

À sa sortie, on pourrait de nouveau lui passer les menottes pour l'envoyer à Turin, en Italie, où la justice a rouvert le dossier sur l'importation de cinq tonnes de cocaïne pour lequel Alfonso Caruana a été condamné à 21 ans et 10 mois de détention en 1997. Son extradition n'a toutefois pas encore été demandée officiellement.

Le clan Cuntrera-Caruana

Pasquale Cuntrera
69 ans
Venezuela
emprisonné en Italie

Gaspare Cuntrera
65 ans
Venezuela
emprisonné en Italie

Paolo Cuntrera
61 ans
Venezuela
emprisonné en Italie

Liborio Cuntrera
décédé en 1982
en Angleterre

Alfonso Caruana
54 ans
18 ans de pénitencier
Toronto

Pasquale Caruana
51 ans
10 ans de pénitencier
Montréal

Gerlando Caruana
56 ans
18 ans de pénitencier
Montréal

Giuseppe Caruana
(*fils de Gerlando*) 29 ans
4 ans de pénitencier
Montréal

Infographie *La Presse*

1LP0799A0306 a07 ilmon lun 6 mars 1LP0799A0306 ZALLCALL 67 08:41:05 03/06/00 B



PHOTO ALAIN ROBERGE, *La Presse* ©

Les spas, très en demande ces dernières années, avaient droit à une grande aire d'exposition.

Vivement le retour sur l'aire de jeu des Expos

ANDRÉ DUCHESNE

Qualifiant de « bilan extrêmement positif » la 21e édition du Salon national de l'habitation et Salon de l'aménagement extérieur qui s'est terminée hier au Stade olympique, les organisateurs ont quand même bien hâte de retourner sur l'aire de jeu des Expos.

Entre 235 000 et 240 000 personnes ont franchi les tourniquets cette année, soit environ le même nombre que l'an dernier. On avait alors compté 236 000 amateurs. Dans ses meilleures années, l'événement attirait tout près de 300 000 personnes.

« Le fait d'utiliser des aires alternatives nous cause des problèmes. Ça coûte beaucoup plus cher en aménagements, pour les aires de circulation et de repos par exemple », observe Pierre Parent, président de Promexpo, organisateur de l'événement.

« Mais qu'on est atteint le nombre de visiteurs de l'an passé est une excellente nouvelle », ajoute-t-il.

La déchirure survenue à la toile du stade en janvier 1999, alors qu'on préparait le Salon de l'auto, n'est pas étrangère à cette stagnation. Depuis, aucun salon ne peut se dérouler sur l'aire de jeu des Expos. Les promoteurs doivent se rabattre sur trois aires alternatives dont le centre sportif.

Quand même rentable, le salon ? Oui, dit Pierre Parent, mais « il y a une baisse de rentabilité ». « C'est sûr que le hall principal d'exposition du Stade est l'aire de jeu qui a au-delà de 200 000 pieds carrés. Pour nous, c'est extrêmement important. Tout le monde attend que Birdair (le fabricant de la toile) et le RIO règlent le problème. »

Contrairement à l'an dernier, alors que la promotion était axée sur les grandes attractions, comme la « cuisine-château » de Céline Dion, l'édition 2000 s'est attardée aux nouveautés.

« Tenant compte de la dynamique économique, on a décidé d'axer l'ensemble de notre campagne sur les nouveautés. Cela a été apprécié non seulement par les visiteurs mais par les exposants », assure M. Parent.

Plusieurs exposants lui ont confié avoir fait de très bonnes affaires, dit-il. Les visiteurs y trouvent également leur compte car les fabricants d'un même produit sont regroupés, ce qui permet de magasiner et de... négocier.

L'opération Visites libres un succès

RAYMOND GERVAIS

Le premier week-end de l'opération *Visites libres à Montréal* a été couronné de succès.

Pas moins de 5088 visiteurs se sont présentés dans les 38 nouveaux développements résidentiels répartis dans 14 quartiers.

Si vous avez manqué votre chance au cours des deux derniers jours, vous pouvez vous reprendre le week-end prochain, les maisons unifamiliales, les condominiums et les lofts construits par les entrepreneurs participant au programme, seront à nouveau ouverts pour les visites.

Samedi, 2488 personnes ont visité les résidences tandis qu'hier, 2600 s'y sont présentées.

« C'est plus que lors du premier week-end l'an dernier », a confié Mme Andrée Peltier, porte-parole pour le service d'habitation de la Ville de Montréal.

Comme par les années passées, les résidences sont offertes aux acheteurs aux quatre coins de la ville, dont à Rivière-des-Prairies et Pointe aux Trembles, dans Mercier, Hochelaga-Maisonneuve, Rosemont, Petite Patrie, Villeray, Saint-Michel, Ahuntsic, Plateau-Mont-Royal, Centre-Sud, le Sud-Ouest, Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce, le Centre-Ville et le Vieux-Montréal.

Ces visites permettent notamment aux gens de prendre contact avec les constructeurs dans la mesure où il y a sur place des personnes ressources et de professionnels qui peuvent renseigner les visiteurs sur les maisons ainsi que sur les différents services offerts par la Ville, leur permettant de faire un choix éclairé

Un sondage réalisé l'an dernier lors d'une autre opération séduction a permis de constater que les visiteurs avaient l'intention d'acheter une propriété au cours des 12 mois suivants.

Les autorités municipales estiment que les *Visites libres de Montréal* contribuent petit à petit au regain de l'intérêt de futurs acheteurs dont semble bénéficier Montréal depuis quelques années.

Milieu de vie ou garderie?

Voici la dernière tranche de notre série sur les conditions de vie dans les centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD).



Lilianne Lacroix

Anciens hôpitaux de soins prolongés, des centres comme Jacques-Viger, Grace-Dart, Notre-Dame-de-la-Merci ou Côte-des-Neiges ont assez bien négocié, malgré un certain alourdissement, leur transformation en CHSLD. Même chose pour Saint-Michel qui a hérité des équipements de soins aigus et qui reçoit une clientèle à forte proportion italienne dont les proches extrêmement présents allègent la tâche du personnel.

La réalité est toute autre pour de nombreux centres d'accueil qui, d'une clientèle quasi autonome, sont passés à des résidants grabataires ou en perte d'autonomie quasi totale en raison d'une démence très avancée.

En plus de leur expertise, les vieux CHSLD, dont la vocation n'a guère changé, héritaient d'un financement historique (souvent à saveur politique) que les décideurs n'ont pas voulu trop bouleverser. Dans beaucoup de régions, les ex-centres d'accueil ont dû se partager le reste de l'argent disponible.

« On s'imagine que les budgets sont en relation avec les besoins, mais on se trompe », dit André Côté, coordonnateur du Regroupement des CHSLD de la région de Montréal, où les iniquités ne sont même pas les plus flagrantes. « En 1985, c'était pire, admet-il. Il n'était pas rare qu'un centre, à clientèle égale, ait deux fois le budget d'un autre... »

Question de rééquilibrer un peu la donne, la régie montréalaise a forcé les doyens à partager leur « richesse » et à donner 3 % de leur financement aux 12 p'tits nouveaux les plus pauvres. On a appelé cela la solution Robin des Bois.

Le CHSLD du Plateau Mont-Royal était au 13e rang et c'est à son tour de crier. Financée à 35 000 $ par lit, la directrice Suzanne Lafortune envie certains centres comme Normand Trieste (40 000 $) ou Émilie Gamelin (44 000 $) : Ce dernier « a même moins d'heures/soins mais ils ont développé une vocation particulière, la psychiatrie, qui leur vaut un financement supplémentaire ». Des solutions peu coûteuses pourtant ont été trouvées sur le Plateau. Ainsi, à Jean-de-la-Lande comme à Chevalier de Lorimier, on permet aux employés d'amener leurs animaux de compagnie dans un but à la fois thérapeutique et humanisant.



Le financement est complexe. Heures/soins, volets particuliers (comme la réadaptation, les lits de courte durée, la psychiatrie) signifient des montants supplémentaires.

« L'écart a diminué mais c'est pas égal partout », admet René Rouleau, du service des finances de la régie montréalaise. Selon lui, toute notre société doit se pencher sur la solution à apporter : « Combien de ressources est-on prêt à mettre dans les soins de longue durée ? Le débat n'a pas été fait. »

Humaniser les soins, c'est souvent une foule de détails, c'est « annoncer à un résidant que le Canadien a gagné », dit M. Rouleau. Dans cette perspective, la régie a notamment renoncé à une économie quasi certaine : « On a laissé tomber l'idée de cuisines-satellites desservant plusieurs centres. Que ça sente les toasts et les patates rôties le matin, ç'avait peut-être une valeur plus grande que la rentabilité économique. »

Alors que la régie montréalaise a choisi de redistribuer la richesse relative, la Montérégie et l'Abitibi refusent ce nivellement par le bas : « Les centres mieux pourvus ne sont pas surfinancés, on ne leur enlèvera pas ce qu'ils ont. On va travailler à obtenir des sous pour les autres », déclare Andrée Cinq-Mars, de la régie de la Montérégie. Un point de vue partagé par sa consoeur de l'Abitibi, Nicole Pépin : « Quand il y aura réinjection, ça ira aux plus pauvres. »

D'autres solutions ?

Tout en admettant que des problèmes de financement subsistent, Patricia Caris, chargée de l'élaboration des lignes directrices pour les services aux personnes âgées en perte d'autonomie au ministère de la Santé et des Services sociaux, ne veut pas limiter l'analyse à cet aspect : « Il faut maintenant savoir par quel bout le prendre. »

Des visions s'affrontent. L'Orchidée blanche, le centre Yvon-Brunet ou, sur une plus petite échelle, Carpe Diem, visent à créer un milieu de vie et vont très loin en ce sens. « Mais ça ne fait pas l'unanimité, dit Mme Caris. Certains intervenants croient qu'on nie la perte d'autonomie et que les obligations de soins n'y sont pas respectées. » Les centres traditionnels, par contre, sont souvent accusés d'être inhumains...

« Il y a un équilibre à trouver, une vision nouvelle à adopter. On a peut-être trop tendance à imposer nos valeurs, nos perspectives de nutrition par exemple. Après tout, s'ils ont vécu jusqu'à 85-90 ans, ces gens-là ne devaient pas manger si mal... » dit Mme Caris. Si on avait prévu le vieillissement de la population, admet-elle, on avait grandement sous-estimé le temps nécessaire pour modifier les pratiques. Formation du personnel, aménagement des lieux, perspectives nouvelles, financement revu, diverses avenues doivent être explorées.

Où se situent les familles, les bénévoles, par exemple ? « Il y a une question de culture, dit le père Michel Jacques, aumônier à Jean-de-la-Lande. J'ai été aumônier à l'hôpital Montreal General, on avait 10 000 bénévoles. À Notre-Dame, c'était 2000. »

Pour Francine Ducharme, de la faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal, l'approche des soins prolongés doit être revue : « Pourquoi les échanges avec les patients ne se feraient-ils pas à l'intérieur des tâches routinières ? On parle de milieux de vie, mais on a une philosophie de gardiennage. Les centres ne se sont pas adaptés. Actuellement, j'aimerais mieux mourir que d'aller là. »

« Les personnes en déficit cognitif, qui forment 80 % de la clientèle, vivent aussi bien la nuit que le jour. Pourquoi tout le monde devrait-il être lavé à 10 h le matin ? Pourquoi ne pas répartir les tâches sur 24h ? »

Cette vision n'est pas unanime. Plusieurs croient plutôt qu'il faut le plus possible maintenir le patient dans la réalité pour éviter la glissade trop rapide.

Tous s'accordent pour dire que les personnes en perte d'autonomie devraient être traitées le plus humainement possible. Mais comment ? Devant des visions contradictoires, les décideurs ont opté pour la voie la facile : Dans le



PHOTO PIERRE McCANN, *La Presse*©

Chouchouté par sa femme Marthe qui consacre temps et argent à embellir sa vie et à combler les manques du système, Joseph Codrini est un privilégié.



PHOTO ARMAND TROTTIER, *La Presse* ©

Pastorale et religion sont très présentes dans les centres de soins de longue durée, où elles constituent souvent la principale activité de réconfort.

Surtout besoin d'attention

LILIANNE LACROIX

Il y a quatre ans, Marthe Codrini a dû placer son mari Joseph au centre d'accueil Montarville, à Saint-Bruno, une décision qui l'a déchirée mais qu'elle ne regrette pas. « Je n'en pouvais plus », avoue-t-elle. Malgré les 93 ans de son mari, malgré la maladie de Parkinson qui le handicape grandement, malgré ses limitations, leur histoire d'amour continue toujours. Elle avait 50 ans et lui 65 quand ils se sont rencontrés. Chacun en était à son premier mariage : « Je ne m'éloigne plus de lui. Je veux qu'il sache que je suis là, même quand je n'y suis pas... » Quatre, cinq fois par jour, ils se téléphonent. Pour parler d'une fleur sur le point de s'ouvrir, du menu du dîner, d'un voyage qu'ils ont fait.

Le regard qu'elle porte sur le système de soins à nos aînés les plus vulnérables n'est pas tendre : « Ils sont à la chaleur, nets et mangent trois fois par jour mais l'attention personnelle, ils n'en ont pas. Ce qui leur reste de vie, ils le passent couchés ou en chaise gériatrique, à regarder courir les employés. »

Dévoués mais toujours débordés, les employés et professionnels font leur possible et Mme Codrini s'organise pour compenser au mieux pour le reste. Dans la limite de ses capacités, elle lui donnera toujours tout ce que son affection lui dicte, elle l'a toujours fait. À l'époque où ils se sont mariés, elle aurait pu garder son nom de jeune fille mais ne l'a pas voulu : « Il était autrichien né de parents slovènes mais lors de la guerre, sa famille a été forcée de changer son nom Codric et de l'italianiser en Codrini. Ce nom, il l'a subi toute sa vie et j'ai promis de l'aider à le porter. » Encore aujourd'hui, elle lui fait sentir à tout moment qu'elle est et sera toujours là à ses côtés.

Chaque jour, elle traverse la ruelle pour aller de son HLM à la maison d'hébergement et passer une heure et demie avec son mari. Avec le petit peu d'argent qu'il a pu économiser, elle lui paie des massages, des fleurs, des sorties avec une dame qui l'accompagne en douceur, etc. Malgré tout, elle sent son mari lui échapper : « Il commence à être confus, dit-elle. Si quelqu'un pouvait l'occuper pendant que je n'y suis pas, ça n'irait pas si vite... »

Quand elle a vu les vieux parqués à la queue leu leu dans leur fauteuil à la porte d'un ascenseur d'un ancien centre d'accueil du centre-ville en attendant d'être amenés au dîner, Diane V., qui cherchait l'endroit idéal pour sa tante devenue non autonome, a eu un choc : « Comment peut-on condamner ainsi des personnes qui ont travaillé toute leur vie pour bâtir notre société ? dit-elle Une société qui traite ainsi ses aînés est vraiment décadente. »

M. Codrini, pour sa part, est malgré tout privilégié, estime son épouse en observant ses voisins du centre : « Certains ont de grands yeux ouverts et seulement la télé pour les occuper 365 jours par année. Faute de temps, plusieurs ne sont levés que trois fois par semaine. Si seulement quelqu'un pouvait leur donner le bras de temps à autre, ils auraient moins besoin de laxatifs. C'est un superbe centre d'accueil mais le manque de personnel est flagrant. Les employées, on les sent lasses et fatiguées, avec peu d'espoir que ça change. »

Déterminée à faire son bout de chemin pour faire évoluer les choses, Mme Codrini a écrit aux journaux locaux, abordé des politiciens et s'est même enrôlée dans un club social.

« Il y a de beaux bains mais personne pour leur donner, des corbeilles de fruits magnifiques, mais personne pour les peler, déplore-t-elle. De grâce, quelqu'un va-t-il comprendre que ce n'est plus du matériel qu'il leur faut mais tout simplement de l'attention ? »

Mieux vaut partir que compter les jours

LILIANNE LACROIX

Quand le centre hospitalier de soins de longue durée (CHSLD) de Montarville est passé de 70 à 150 lits, quand les préposés se sont mis à courir pour répondre à la lourdeur des cas, quand elle a cessé d'avoir véritablement du temps pour les usagers, Andrée Plasse, préposée, a senti le feu sacré s'éteindre tranquillement et commencé à rêver de la retraite.

« J'ai eu 17 ans de bon temps, puis je me suis mise à compter les jours... Les cajoler, les crémer, jaser, c'était la partie la plus plaisante de la job et la plus appréciée par les usagers. C'est une richesse de côtoyer des personnes qui ont vécu un siècle avant nous et qui peuvent tant nous apporter. Mais quand on ne sait même plus combien d'enfants ils ont eus, que reste-t-il ? »

Depuis quelques jours, elle est à la retraite. Mais elle retournera régulièrement au centre... comme bénévole : « Là, au moins, je pourrai prendre le temps pour eux ! » Elle a une pensée pour ses ex-camarades : « Ils étouffent tous. T'arrives chez toi et t'as plus d'énergie pour ta famille. Ne vous imaginez pas que tous les résidants sont des petites madames de 90 livres. C'est un travail dur physiquement et les employés s'y épuisent. Ça fait pitié pour les bénéficiaires et pour le personnel. »

Préposée à Jacques-Viger, Micheline Schawdler a démissionné elle aussi il y a quelques jours... pour aller ouvrir chez elle un foyer d'accueil pour personnes âgées : « Je vais subir une baisse de revenus, mais ça sera plus valorisant. Je veux prendre mon temps et leur donner tout ce dont ils ont besoin. »

—FIN—

1LP0901A0306 A 9 (lundi) 1LP0901A0306 ZALLCALL 67 00:48:24 03/06/00 B

Entrevue avec… *Dominic Champagne*

Partir pour mieux revenir



Nathalie Petrowski

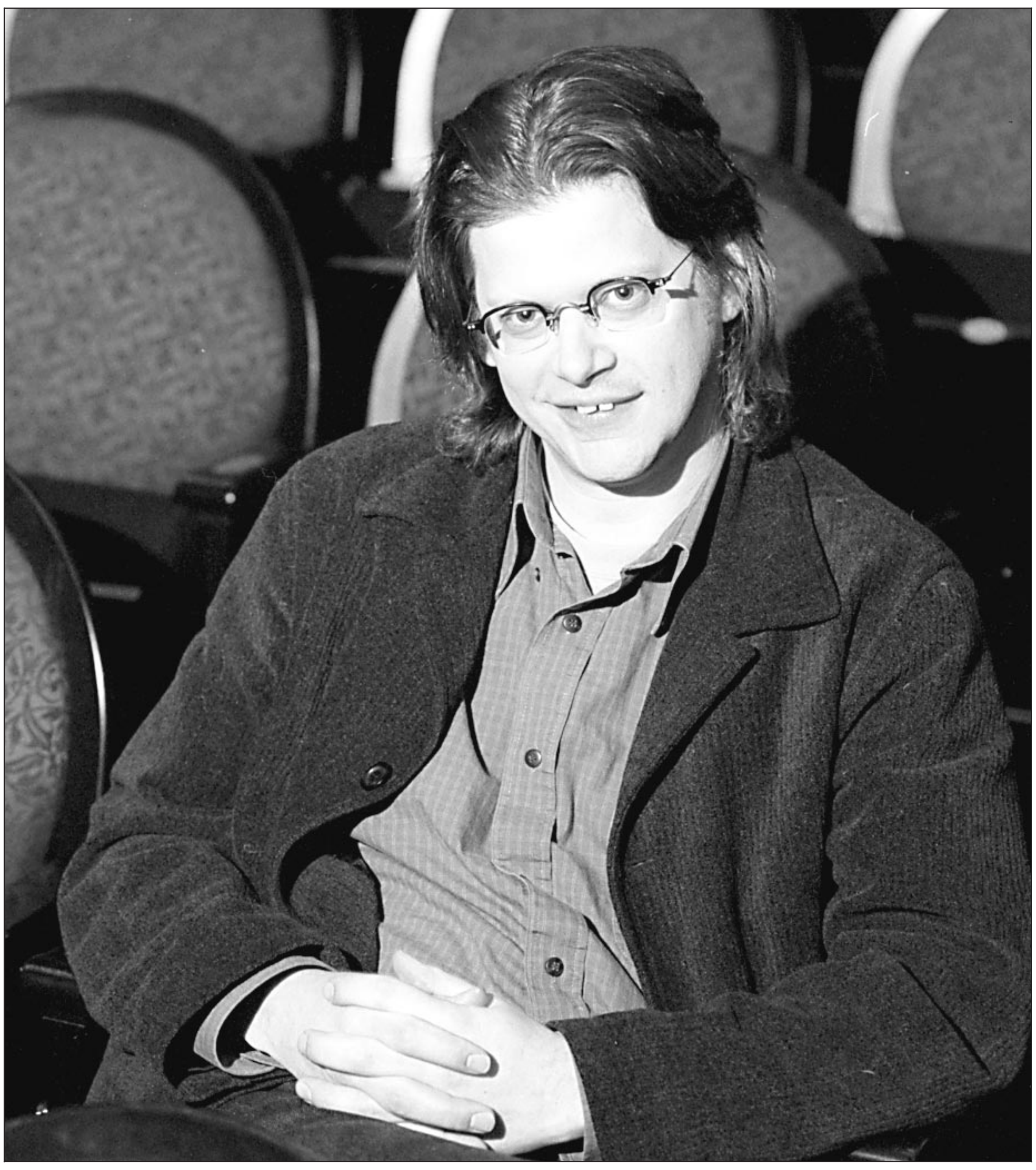


PHOTO ÉRIC ST-PIERRE, *La Presse*

Dominic Champagne a fait la mise en scène et l'adaptation (avec Alexis Martin) de *L'Odyssée* d'Homère qui connaît actuellement un grand succès au Théâtre du Nouveau Monde.

Livré à lui-même parmi les sièges vides du TNM, Dominic Champagne voudrait bien sourire au photographe de *La Presse*. Il le voudrait sincèrement, mais c'est au-dessus de ses forces. C'est pourquoi au lieu de sourire, il fait un air de boeuf comme si le ciel venait de lui tomber sur la tête, alors que dans les faits, la vie n'a jamais été aussi bonne pour lui.

Sa mise en scène et son adaptation (avec Alexis Martin) de *L'Odyssée* d'Homère au TNM connaît en effet un succès plus grand que *Don Quichotte* qui fut pourtant l'événement du TNM l'année dernière.

Depuis que *L'Odyssée* a pris l'affiche, la critique est unanimement dithyrambique, sauf pour un ou deux rabat-joie ; le public en redemande, les supplémentaires se multiplient et une moyenne de mille billets s'écoulent chaque jour à la billetterie. Ajoutez à cela que depuis un an Dominic Champagne est en demande partout : spectacle de la Saint-Jean, Gala des Masques, conception et mise en scène d'une trentaine d'émissions du *Plaisir croît avec l'usage* pour Télé-Québec, etc...

En ménage et en amour depuis 15 ans avec Julie Castonguay, sa muse et la mère de leurs trois garçons, Dominic Champagne a tout pour être heureux. Et il l'est. Sauf devant les caméras.

« J'ai toujours l'impression que la caméra veut voler mon âme », lance-t-il par-dessus les bancs vides. C'est une blague bien entendu, mais une blague qui cache un fond de vérité. Car des metteurs en scène de sa génération, Dominic Champagne est un de ceux qui a le plus d'âme. Âme dans le sens de coeur, de chaleur, d'exubérance et de fraternité. Pour lui le diable au théâtre, c'est l'ennui. Et s'il ne fait pas du théâtre expressément pour madame Brossard de Brossard, il ne la perd jamais de vue. « Mon défi au théâtre, c'est l'autre dit-il, celui ou celle qui n'aime pas le théâtre. »

Depuis *Cabaret Neiges Noires* jusqu' à *Don Quichotte* en passant par *Lolita*, ses créations et ses mises en scène se déroulent dans une atmosphère débridée de bonne franquette où règne une joyeuse anarchie.

Sauf pour *L'Odyssée*, son oeuvre la plus classique et la plus épurée, ses spectacles sont délibérément bordéliques et broche à foin. Un peu comme si en foutant le bordel, Dominic Champagne faisait un pied de nez au théâtre froid, moderne et esthétisant.

« C'est vrai que j'ai longtemps fait exprès d'être « broche à fouin » et cabane à sucre pour m'inscrire en porte à faux contre l'esthétisme au théâtre. Quand t'es rendu que tu montes *Phèdre* juste pour le beau décor, tu ne fais plus du théâtre, tu fais de la décoration. »

Champagne n'aime pas les esthètes. En revanche, il adore le travail de Robert Lepage qu'il considère comme un maître et un frère.

« Quand je vivais à Québec, j'allais voir les pièces de Tchekhov au Trident, mais j'allais aussi voir les spectacles de Peter Gabriel ou de Zappa au Palais Montcalm, deux univers que je croyais irréconciliables. Lepage a été le premier à dire que Gabriel et Tchekhov pouvaient faire partie du même spectacle. Il a révolutionné notre façon de voir le théâtre. »

Sur ce sujet-là ou un autre, Dominic Champagne n'a jamais peur de dire haut et fort ce qu'il pense, peu importe si ses opinions lui causent plus de problèmes que d'agréments. C'est pourquoi il a dénoncé publiquement le Gala des Masques de 99 et cela en dépit du fait qu'il l'avait conçu et mis en scène !

Champagne raconte que les semaines précédant la diffusion du gala, il avait été témoin de la grogne grandissante du milieu théâtral, mécontent du système de vote mis en place par l'Académie du théâtre. À plusieurs reprises, Champagne avait tenté d'intervenir auprès de l'Académie pour faire changer les règlements. En vain. Aussi le soir du gala, Champagne s'est-il senti investi d'une mission.

Quelques heures avant le début de l'émission, il a demandé à Radio-Canada si un esclandre pourrait compromettre le gala pour les années suivantes. On l'a assuré que non.

Le gala est entré en ondes. Champagne savait qui gagnait ce soir-là et qui était susceptible de protester. Il espérait secrètement que quelqu'un aille au front à sa place. Mais à mesure que le temps passait, les candidats à la dissidence se sont mis à fondre comme neige au soleil.

« Dans ces affaires-là, explique-t-il, tu ne peux pas chialer si tu n'as pas une catin dans les mains, sinon t'as l'air du gars frustré. Je savais que je gagnais une catin pour *Don Quichotte*. Je suis donc monté sur scène et j'ai dit ce que j'avais à dire en sachant parfaitement que j'étais en conflit d'intérêts mais en pensant à Henry Thoreau qui disait : quand une loi est mauvaise, il faut l'enfreindre. C'est exactement ce que j'ai fait. On m'a traité de tous les noms, sauf que l'histoire m'a donné raison puisque depuis ma crise, les choses ont bougé. »

Champagne ne retire aucune satisfaction particulière de l'incident. Il ne se flatte même pas d'avoir été le seul à mettre ses culottes ce soir-là. Reste qu'il fallait une bonne dose de courage pour confronter le milieu du théâtre : du courage et une grande indépendance d'esprit.

Où Champagne a-t-il puisé ces deux traits de caractère ? Dans plusieurs endroits, répond-il. À Sorel où il est né le 13 janvier 1963 et qui demeure pour lui une sorte de paradis perdu. Dans un milieu familial à la fois ouvrier et bourgeois. Et au fil d'une vie marquée par au moins quatre étapes déterminantes.

« La première étape, c'est à dix ans quand j'ai été obligé de quitter Sorel que j'adorais pour aller vivre à Québec où mon père venait d'être nommé haut fonctionnaire. J'ai été chassé d'Ithaque, si on veut, et j'en ai voulu énormément à mon père d'avoir décidé de ma vie de manière aussi arbitraire. »

La deuxième étape marquante survient pendant son cours secondaire alors qu'il étudie chez les pères maristes.

« Même si je suis né en pleine Révolution tranquille, j'ai été élevé à l'ancienne avec les livres à l'Index et les conflits avec les curés. À cause de ça, je ressemble plus aux gens de la génération d'avant moi qu'aux gens de ma génération. »

En guerre contre les curés, Champagne n'en demeurait pas moins croyant. « J'haïssais l'Église, mais je croyais en Dieu. Vraiment. Je vendais du pot, j'avais les cheveux longs et en même temps je traînais un Nouveau Testament dans ma poche. »

Champagne perd pourtant la foi à 17 ans. Ce jour-là, quelques heures après avoir fumé une cigarette et discuté avec son meilleur ami, ce dernier meurt dans un accident d'auto. C'est à partir de ce moment-là que le doute l'envahit. Contre toute attente, ce doute devient pour lui un lieu aussi confortable que créateur.

La troisième étape marquante survient en Crète. Champagne a 20 ans. Il est parti en voyage avec sa blonde du moment, convaincu de vivre avec elle jusqu'à la fin des temps. Manque de chance, la bien-aimée le plaque du jour au lendemain pour un Crétois.

« C'est là que j'ai ressorti l'*Odyssée* que j'avais déjà lu et que j'ai compris qu'il était inutile de vouloir donner une direction à sa vie, puisqu'on n'est jamais maître de son destin. Je sais que c'est déprimant comme idée, mais moi ça m'a fait beaucoup de bien de comprendre ça. On dirait que ça m'a même soulagé. »

Revenu au pays et frais émoulu de l'École nationale de théâtre, Champagne fonde avec des amis le Théâtre Il va sans dire. En 1988, sa première production mettant en scène un Marc Labrèche encore inconnu s'intitule *Import-Export* et se déroule sous un chapiteau de fortune.

Non seulement *Import-Export* est un flop monumental mais Champagne passe à un doigt d'y laisser sa peau.

Monté sur le toit du chapiteau pour régler un problème de ventilation, il fait une chute dont les conséquences sont désastreuses : une vingtaine de fractures, les deux pieds cassés en deux et l'assurance d'un médecin qu'il ne remarchera pas de sa vie. L'accident n'aurait pas pu arriver à un pire moment. Julie Castonguay, sa nouvelle muse, est enceinte. Les deux n'ont pas de revenus fixes, pas de contrats, pas d'avenir devant eux. Champagne affirme pourtant que cette mauvaise passe fut une bénédiction.

« D'abord, l'errance a arrêté, forcément. À l'époque, je me prenais pour Modigliani, je partais sur la go, je prenais un coup. Ma paralysie a mis fin à cette vie-là. J'ai été cloué au lit pendant quatre mois et j'ai fait comme si j'étais enceint, moi aussi. Et puis Jules est arrivé et ce fut le bonheur instantanément, un bonheur en totale contradiction avec la création et la vie d'artiste, mais qui m'a *groundé* et fait le plus grand bien. »

Aujourd'hui, Champagne est père de trois garçons : Jules, 11 ans, Hubert, 9 ans et Arthur, 3 ans et demi. Comme Julie, leur mère, joue le rôle d'Athéna dans *L'Odyssée*, c'est leur metteur en scène de père qui les garde tous les soirs.

Champagne affirme que même s'il travaille trop, il garde toujours en tête le rêve d'une oasis familiale, où il se réfugiera un jour avec femme et enfants et où il vivra heureux et tranquille à l'abri de l'agitation du monde.

Il y rêve, c'est vrai, mais tout en sachant qu'une fois installé dans son oasis, il fera comme Ulysse : il ne pensera qu'à le quitter, histoire d'aller voir ailleurs s'il y est.

Politique

L'EXPRESS POLITIQUE

Des chèques qui puent

■ Ottawa a reporté au mois de mai l'introduction de nouveaux modèles de chèques fédéraux pour les paiements gouvernementaux, en partie parce que les prototypes sentaient trop mauvais. Des documents dévoilés récemment indiquent que le ministère des Travaux publics a dû interrompre la production des chèques après que des travailleurs de l'imprimerie, à Fergus, en Ontario, se furent plaints des mauvaises odeurs provenant des presses. Les odeurs ont été qualifiées d'insupportables, et en concentration si élevée que les travailleurs de l'imprimerie en étaient incommodés, peut-on lire dans un rapport de laboratoire de 1999, obtenu en vertu de la Loi d'accès à l'information. Selon les employés de l'usine Moore Corp., qui a décroché le contrat de production des prototypes de chèques, ceux-ci dégageaient une odeur proche de celle d'un solvant. Deux enquêtes distinctes, menées par Moore et IBM, ont finalement permis d'identifier la source du problème : une encre qui séchait mal sur le papier spécial sélectionné pour les « chèques du millénaire », qui devaient normalement être utilisés par Ottawa.

Alberta: un système de santé à deux vitesses

■ Même si le projet de loi albertain sur la privatisation des soins de santé ne permet pas aux patients fortunés de passer avant tout le monde, il annonce cependant un système à deux vitesses où les meilleurs accessoires médicaux seront accessibles au plus offrant, estime l'Association des consommateurs du Canada. « Ça me sidère de voir deux normes de soins sanctionnées et enchâssées dans cette loi », commente la porte-parole albertaine de l'association, Wendy Armstrong. Le projet de loi 11 déposé jeudi dernier ouvre clairement la voie à la commercialisation de services médicaux particuliers. Il s'agit d'une tentative de réglementer ce qui se passe déjà, notamment dans les cliniques privées de chirurgie de la cataracte où les patients doivent débourser un supplément pour obtenir des lentilles cornéennes de qualité, bien que les lentilles ordinaires soient défrayées par l'assurance-santé. Or, soutient Mme Armstrong, si ces accessoires peuvent guérir ou accélérer la convalescence d'un patient, ils devraient alors être homologués par le régime d'assurance-santé. « J'essaie depuis des semaines de savoir (auprès du gouvernement) pourquoi un plâtre en fibre de verre ou une attelle souple ne sont pas considérés comme des accessoires médicaux nécessaires », dit Mme Armstrong. Les médecins, selon elle, se retrouvent en conflit d'intérêts puisque non seulement ils recommandent des accessoires, mais ils peuvent aussi toucher une ristourne sur les produits vendus. La leader de l'opposition libérale, Nancy MacBeth, dénonce elle aussi cet aspect de la nouvelle loi. « Les consommateurs commencent à se dire qu'ils devront souscrire à une autre police d'assurance pour défrayer ces services médicaux », pense-t-elle.

Premier appui à Baril

■ L'Association pour les droits des non-fumeurs applaudit l'annonce par le ministre délégué à la Santé et à la Jeunesse, Gilles Baril, qu'il déposera sous peu un plan d'action contre le tabagisme. « C'est évident qu'on appuie ça. Mais on veut d'abord connaître la nature des détails de son projet et faire des recommandations au besoin », a indiqué le directeur général de l'organisme, François Damphousse. Hier, M. Baril déclarait à *La Presse* qu'il était sur le point de déposer ce plan. Il se disait en faveur d'une hausse des taxes sur le tabac dont une partie serait utilisée pour le financement de campagnes antitabac, notamment auprès des jeunes. Il envisageait de plus des poursuites contre les fabricants. Des propos qui soulagent M. Damphousse qui rappelle que M. Baril s'était opposé au projet de Loi 444 sur l'usage du tabac dans les lieux publics (entrée en vigueur le 17 décembre dernier) avant de se rallier en troisième lecture.

Les jeunes péquistes choisissent Alexis Cossette-Trudel

MARTINE ROUX

Le nouveau président du Comité national des jeunes du Parti québécois, Alexis Cossette-Trudel, veut remettre la souveraineté à l'ordre du jour.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, *La Presse*

Alexis Cossette-Trudel

Élu hier à Montréal lors du rassemblement des jeunes péquistes en vue du prochain congrès du Parti québécois, le jeune homme de 27 ans se défend d'être un souverainiste pur et dur.

« Je suis un souverainiste réaliste, confie-t-il. Ce qui se dégage aujourd'hui, c'est la victoire des modérés. »

Détail non négligeable, Alexis Cossette-Trudel est le fils de Jacques Cossette-Trudel et de Louise Lanctôt, deux ex-felquistes qui ont participé à l'enlèvement de James Richard Cross pendant la crise d'octobre. Né à Cuba pendant l'exil de ses parents, Alexis Cosette-Trudel n'a vécu au Québec qu'à partir de l'âge de six ans.

Mais il reste discret sur le passé de ses parents, refusant qu'on le juge à son arbre généalogique. « Il n'y a que les journalistes qui parlent de mes parents », laisse-t-il tomber ironiquement.

Le 30 octobre 1995, jour de son anniversaire, c'est devant son téléviseur que cet étudiant en sciences politiques à l'UQAM a senti le premier germe du militantisme.

« La victoire du NON au dernier référendum fut un choc énorme. Tout de suite après, j'ai commencé à militer activement au sein du Parti québécois et du Bloc québécois. » Il a finalement choisi de présider aux destinées du Comité national des jeunes, pressentant qu'il y serait « plus utile ».

Sa priorité ? Remettre la souveraineté « au coeur des préoccupations de la jeunesse québécoise ». « Nous voulons recréer le front commun des organismes jeunesse pour la souveraineté. Les jeunes sont majoritairement souverainistes, il nous faut une coalition. »

Une soixantaine de personnalités appuient les orphelins de Duplessis

ANDRÉ DUCHESNE

Le comité des sympathisants à la cause des orphelins de Duplessis dévoilera aujourd'hui en conférence de presse une liste de 63 personnalités québécoises appuyant ses démarches. La liste comprend Guy A. Lepage, Michel Tremblay, Arlette Cousture, Pierre Falardeau et Richard Séguin, a appris *La Presse*.

Du même coup, on lancera une pétition demandant au gouvernement du Québec de donner suite aux recommandations de la commission parlementaire tenue en avril 1997. Les membres de cette dernière avaient unanimement proposé que Québec verse des compensations financières aux milliers de personnes injustement qualifiées de malades mentaux et internées dans les années 1940 et 1950.

« Notre comité fait boule de neige, affirme son président, l'ancien ministre péquiste Denis Lazure. Les 63 personnalités appuient cette cause et sont solidaires de la pétition. » Fondé en novembre dernier, le comité compte aussi l'ex-sénateur Jacques Hébert dans ses rangs.

Aux noms déjà mentionnés, il faut ajouter ceux d'Antonine Maillet, Gilles Carles, Luc Guérin, le Dr Réjean Thomas ainsi que le Dr Frédéric Grunberg, président du comité d'éthique médicale de l'hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine.

Pour Luc Guérin, les Orphelins doivent trouver « quelque chose de plus significatif dans les gestes et l'implication de l'État ». Ce dernier avait incarné l'abbé Arseneault dans la mini série présentée il y a deux ans.

« Ce ne sont pas des adultes qu'on a devant nous mais des enfants qui ont souffert et qui voient prolonger cette souffrance, observe pour sa part l'écrivaine Arlette Cousture. Je n'aime pas voir des enfants privés de leur enfance. »

Au départ, les personnalités se limiteront à donner un appui public, précise Denis Lazure. Mais d'autres actions seront prises si le gouvernement ne bouge pas. « Si Québec répond aux demandes, on dira mission accomplie et on fermera les livres. Mais dans le cas contraire, on va continuer à se faire entendre », promet-il.

La pétition lancée aujourd'hui portera principalement sur deux des six recommandations faites par la commission parlementaire d'avril 1997, soit :

— que le gouvernement adopte une approche de réparation face aux orphelins, sans égard à la faute (sans chercher de coupables) ;

— qu'une aide graduelle, matérielle et financière soit octroyée aux personnes pouvant raisonnablement démontrer qu'elles ont été victimes d'un internement illégal, de mesures abusives, de sévices physiques ou sexuels.

« L'unanimité de la commission parlementaire est un fait rare », affirme Denis Lazure. Il ajoute que le groupe de députés avait basé ses recommandations sur un rapport du Protecteur du Citoyen, rédigé plus tôt la même année.

Québec « a l'obligation d'aller plus loin que les excuses publiques déjà formulées par le premier ministre Lucien Bouchard et le versement d'une somme de 3 millions dans un fonds d'aide », estime M. Lazure.

« Le gouvernement canadien a versé 200 millions de dollars à quelques centaines de citoyens d'origine japonaise emprisonnés durant la Deuxième Guerre mondiale et personne n'a protesté », rappelle également l'ancien ministre.

M. Lazure qualifie d'« excellente nouvelle » l'article paru à la une de *La Presse* de samedi indiquant qu'un producteur de Hollywood prépare un documentaire sur les orphelins. « Ça vient appuyer la cause », dit-il tout en insistant sur l'importance de bien faire comprendre le fond et les enjeux de cette histoire.

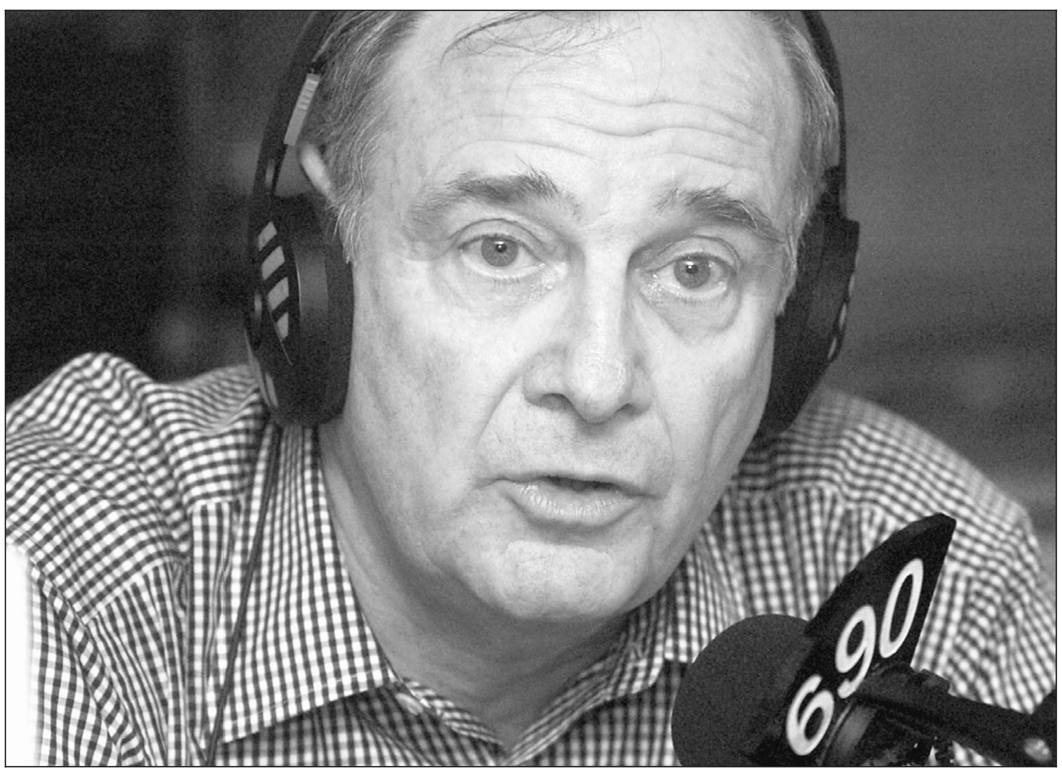


PHOTO CP

Le ministre des Finances, Paul Martin, a pu apprendre hier ce que les Canadiens pensaient de son récent budget lors d'une émission de radio à laquelle il participait à Vancouver.

Le ministre Paul Martin défend son budget en ondes

Presse Canadienne
VANCOUVER

Le ministre fédéral des Finances, Paul Martin, a défendu son budget en ondes, hier, dans le cadre d'une tribune téléphonique de deux heures.

Un interlocuteur de Saskatoon lui a reproché d'avoir haussé de quelque 2 milliards les sommes dévolues à la défense, tout en ne donnant rien aux familles d'agriculteurs des Prairies. M. Martin a répondu en disant que les fermiers canadiens connaissent une situation dramatique, mais qu'il est faux de dire que le gouvernement n'a rien fait.

Ottawa, a-t-il déclaré, a consacré 2 milliards à l'aide aux fermiers ces dernières années et a promis 2 milliards supplémentaires pour les deux prochaines années. Il a également fait état des secours d'urgence accordés aux agriculteurs, ajoutant que bien entendu, il souhaiterait pouvoir faire davantage. Le ministre Martin a aussi affirmé que les familles à bas et moyen revenus étaient une des priorités du budget de la semaine dernière.

À un autre interlocuteur qui se disait davantage préoccupé par le sort des moins fortunés au pays, le ministre a répondu qu'il s'agissait là « d'un des problèmes fondamentaux de notre époque », ajoutant que le budget prévoyait des fonds pour lutter contre l'itinérance et favoriser la disponibilité de logements à prix abordable.

Plusieurs participants à la tribune téléphonique ont reproché à M. Martin de n'avoir pas suffisamment réduit la dette nationale, et d'avoir échoué à protéger le système de soins de santé. Ils ont réclamé plus d'argent pour la santé, et des baisses d'impôts plus généreuses.

« Il y a un certain nombre de priorités (...) », a rétorqué le ministre, qui a mentionné la santé, l'éducation et la crise des agriculteurs, ainsi que la baisse des impôts. « On ne peut dépenser que 100 cents par dollar. On ne peut dépenser 110 cents. »

Gilles Baril veut éradiquer la détresse sociale chez les jeunes

ANDRÉ DUCHESNE

Estimant que le Québec a encore fort à faire dans le domaine, le ministre d'État à la Santé, aux Services sociaux et à la Jeunesse, Gilles Baril, lancera ce matin un campagne de prévention de la détresse sociale chez les jeunes.

D'une durée exceptionnelle de trois ans, l'initiative s'adressera aux jeunes de 12 à 15 ans et les membres de leur entourage.

« Les gens confrontés à un problème de détresse sociale sont écrasés par la solitude. Pour briser l'isolement, il faut installer une forme de communication, d'abord dans les familles. Parce que le premier niveau de prévention efficace dans la société, c'est la famille », a indiqué le ministre Baril au cours d'une entrevue avec *La Presse*, samedi.

La détresse sociale se traduit par toutes sortes de problèmes : itinérance, alcoolisme, toxicomanie, suicide. Elle est souvent la conséquence d'un manque d'estime de soi, dans la famille, à l'école ou à la suite d'un échec amoureux.

Comme des études montrent que le groupe des 12-15 ans est le plus à risque, c'est là qu'il faut intervenir, insiste M. Baril.

La campagne s'inscrit dans le cadre du plan triennal visant à contrer la détresse, présenté l'an dernier. Le ministère y injectera un million de dollars par année durant trois ans.

On prévoit des actions sur plusieurs fronts : campagne publicitaire à la télévision et au cinéma, tournée dans les écoles où les jeunes seront invités à s'exprimer à la caméra, création d'un site Internet consacré à la prévention de la toxicomanie et distribution d'un écran de veille (screen saver).

Toutes ces activités seront chapeautées par deux porte-parole dont les noms seront dévoilés ce matin.

Une des constantes ressortant de toutes les actions prévues est la communication. Pour Gilles Baril, c'est la première arme à utiliser pour combattre la détresse sociale.

D'ailleurs, la première publicité qui sera diffusée à compter de ce soir à la télévision s'adresse aux parents, rappelle-t-il.

Enfin, la communication est nécessaire pour bien faire connaître les ressources disponibles. « La famille aux prises avec un problème de détresse ne sait souvent pas où frapper », soutient M. Baril. Il se dit décontenancé de voir « à quel point les gens ne connaissent pas les ressources dans leur région ».

Le réchauffement climatique retarderait l'élimination de l'acidité des lacs

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

ANDRÉ PRATTE

Le réchauffement climatique pourrait freiner le rétablissement de la vie dans les lacs étouffés par les pluies acides, soutient une biologiste de l'Université York.

Selon Shelley Arnott, qui a récemment exposé cette hypothèse devant un groupe de spécialistes à l'Université de Montréal, certaines données montrent que les sécheresses font reculer de plusieurs années le processus de guérison des lacs acidifiés.

Si c'est le cas, et si comme on le croit le réchauffement climatique entraîne de plus en plus de sécheresses dans le sud du Canada, les effets bénéfiques de la diminution de l'acidité des pluies pourraient être annulés.

L'hypothèse avancée par Mme Arnott, entre autres chercheurs, est fondée sur ses travaux au lac Swan, un petit lac situé près de Sudbury. En raison de la présence d'importantes fonderies, les lacs de cette région avaient été durement affectés par les pluies acides. Avec la baisse des émissions de dioxyde de souffre (SO2) consécutive aux mesures prises par les gouvernements et l'industrie, les pluies sont devenues moins acides, et les lacs de la région ont commencé à récupérer de leurs blessures.

Au milieu des années 80, le pH du lac Swan était revenu à son niveau historique, 5,8. Des analyses du plancton avaient révélé l'émergence de nouvelles espèces. On tentait même de réintroduire des poissons, absents depuis les années 1950.

Une sécheresse survenue en 1986 et 1987 a interrompu la convalescence du lac Swan. En 1988, le pH est retombé à 4,5, les concentrations de métaux ont augmenté et l'eau est devenue plus claire, ce qui a entraîné une hausse de la température. Les études menées par Shelley Arnott ont révélé que ces changements ont eu des conséquences sur la faune : la diversité du plancton végétal et des invertébrés a brusquement diminué.

Que s'est-il passé ? La sécheresse a fait baisser le niveau du lac. Des sédiments auxquels s'étaient attachées les molécules de sulfate se sont retrouvés en contact avec l'oxygène. Le sulfate a ainsi été réoxydé, ce qui l'a rendu acide à nouveau. Lorsque le niveau du lac s'est rétabli, le sulfate a réacidifié l'eau.

Un lac anormal

Aujourd'hui, le pH du lac Swan est revenu à son niveau d'avant la sécheresse. Mais la faune ne s'est pas tout à fait rétablie. « La réacidification a fait reculer le lac d'une décennie. Ce n'est pas encore un lac normal », a expliqué Mme Arnott au cours d'une interview accordée à *La Presse*.

Environnement Canada estime que, dans l'hypothèse d'un doublement des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère terrestre, la température moyenne pourrait grimper de 3 à 8 degrés en Ontario et de 1 à 4 degrés dans le sud du Québec d'ici la fin du siècle. Bien qu'il subsiste beaucoup d'incertitude en ces matières, de telles hausses pourraient entraîner une augmentation du nombre et de la gravité des sécheresses. D'où l'inquiétude de la biologiste Arnott.

Une inquiétude exacerbée par la découverte étonnante faite après la sécheresse de 1988 : l'apparition d'espèces de zooplancton jusque-là absentes du lac Swan. Ces espèces, la plupart tolérant mal l'acidité, n'ont survécu que quelques semaines.

Les spécialistes croient que ce plancton venait d'oeufs dormant au fond du lac, qui ont éclos sous l'effet des hausses de température consécutives à la baisse du pH. Si les études subséquentes confirment cette interprétation du phénomène, la multiplication des sécheresses pourrait avoir un impact encore plus dramatique que ce qu'on envisageait. « Ces oeufs au repos sont un peu comme des semences, dit Shelley Arnott. Vous avez un certain nombre de graines dans la terre. Vous provoquez leur germination, mais comme les conditions sont mauvaises, elles meurent. Cela veut dire que ces semences ne seront plus disponibles pour les années suivantes. Nous ne savons pas quelles conséquences à long terme cela pourrait avoir. »

Au Québec, à la fin des années 80, 29 000 lacs étaient jugés acides au point que la faune en était affectée. On ignore ou on en est maintenant, mais les données pancanadiennes laissent croire que s'il y a eu rétablissement, celui-ci est beaucoup plus lent qu'espéré.

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL

BOSNIE

Serbe arrêté

■ La Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie (SFOR) a arrêté près de Prijedor (nord-ouest) l'ancien numéro 2 du camp de détention d'Omarska, Dragoljub Prcac, un Serbe bosniaque inculpé de crimes contre l'humanité par la justice internationale. Dragoljub Prcac, 63 ans, figurait sur la liste publique des accusés du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, qui l'a inculpé le 13 février 1995 de crimes contre l'humanité, de violations des lois et coutumes de la guerre et graves violations de la convention de Genève.

d'après AFP

SÉNÉGAL

Diouf isolé

■ Le principal leader de l'opposition sénégalaise, Me Abdoulaye Wade, a scellé des accords avec deux candidats, Djibo Ka, leader de l'union du Renouveau démocratique (URD) et le député Iba Der Thiam de la Convention des démocrates et patriotes (CDP), qui ont décidé de lui apporter leur soutien en vue de « réaliser l'alternance » au deuxième tour de la présidentielle prévue le 19 mars prochain. Avec ces deux nouveaux accords, Me Wade s'est rallié tous les candidats ayant réalisé un score significatif lors du premier tour et renforce l'isolement du président Abdou Diouf.

d'après AFP

ALLEMAGNE

Koch-Weser persiste

■ L' Allemand Caïo Koch-Weser, candidat de l'Union européenne (UE) à la tête du Fonds monétaire international (FMI) malgré l'opposition des États-Unis, s'est rendu jeudi soir « dans la gueule du lion » à Washington pour engager un « débat de fond » sur la réforme de l'institution financière internationale. Dans une interview au quotidien économique allemand *Handelsblatt,* le secrétaire d'État allemand aux Finances annonce son déplacement aux É.-U. « dans la gueule du lion », présenté par le journal comme « un passage à l'offensive ».

d'après AFP

BULGARIE

Adhésion à l'OTAN

■ Le Parti socialiste bulgare (PSB), première force d'opposition, s'est prononcé pour une adhésion de la Bulgarie à l'OTAN, un revirement de ce parti qui prônait jusqu'à présent une position de « neutralité ». Le PSB, ex-communiste, s'est fixé comme « une de ses priorités » l'intégration « euro-atlantique » de la Bulgarie. La Bulgarie est le dernier des anciens alliés de Moscou au sein du Pacte de Varsovie à avoir demandé à adhérer à l'Alliance atlantique.

d'après AFP

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Havel-Albright

■ La crise au Kosovo et la démocratisation dans les Balkans ont dominé une rencontre entre le président tchèque Vaclav Havel et le secrétaire d'État américain, Madeleine Albright, qui a renouvelé ses appels au départ du président yougoslave Slobodan Milosevic. Le président Havel « a eu un rôle moteur pour faire comprendre l'immportance de l'unité à l'opposition serbe » à un Slobodan Milosevic « qui n'a cessé de tirer son pays vers le bas », a dit Mme Albright.

d'après AFP

AUTRICHE

Haider chancelier ?

■ La nouvelle présidente du FPOe (parti libéral autrichien, extrême droite) Mme Susanne Riess-Passer, qui a succédé à Joerg Haider à la tête de cette formation, a affirmé dans une interview à paraître à Vienne que le but de son parti était que M. Haider soit un jour chancelier d'Autriche. Dans des déclarations à l'hebdomadaire autrichien *Format,* la nouvelle présidente du FPOe a déclaré : « Ceci est notre objectif : le Parti libéral autrichien deviendra le parti recueillant le plus de suffrages et Haider sera chancelier. »

d'après AFP

Poutine n'exclut pas que la Russie se joigne à l'OTAN... un jour

Démarche perçue comme politicienne à la veille d'élections

FRANÇOISE MICHEL
Agence France-Presse, MOSCOU

Une déclaration surprenante du président russe par intérim, Vladimir Poutine, sur l'OTAN, qui n'a pas exclu que la Russie se joigne un jour à l'organisation atlantique, a été accueilli hier avec fureur par les communistes russes tandis que les libéraux s'en félicitaient.

À vingt jours de la présidentielle, les analystes y voyaient surtout une démarche politicienne vis-à-vis de l'Occident et de l'électorat pro-occidental en Russie.

L'OTAN est « satisfaite » que la Russie « n'exclut pas » un jour de la rejoindre, mais « cela ne correspond à aucune démarche concrète » de Moscou, a d'ailleurs commenté avec prudence un représentant de l'Alliance atlantique sous couvert de l'anonymat.

Vladimir Poutine a déclaré dans une interview à la BBC qu'il « n'excluait pas » que la Russie se joigne un jour à l'OTAN, des propos tranchant totalement avec la position de son prédécesseur au Kremlin, Boris Eltsine, qui a constamment fustigé l'élargissement de l'Alliance aux pays de l'ex-bloc communiste.

Interrogé sur la possibilité d'une adhésion de son pays à l'Alliance atlantique, M. Poutine a répondu : « je ne vois pas pourquoi » cela ne se produirait pas. Il a souligné cependant que cela ne pourrait advenir que « si et quand la Russie sera traitée comme un partenaire égal » au sein de l'organisation.

Cette déclaration est « naïve et impardonnable pour un homme politique à ce niveau », a fustigé le chef du PC russe, Guennadi Ziouganov, qui est le principal concurrent de Vladimir Poutine à la présidentielle. Le PC reste la première force politique en Russie.

« Nos pères et nos grands-pères n'ont pas libéré l'Europe du fascisme pour que l'alliance militaire de l'OTAN (...) devienne une menace pour la sécurité nationale de la Russie », a-t-il ajouté, conseillant à Vladimir Poutine de mieux choisir ses conseillers de politique étrangère.

Les premières réactions des libéraux ont en revanche été plutôt positives.

Le député Édouard Vorobiov (Choix démocratique de la Russie de l'ex-Premier ministre Egor Gaïdar) a estimé qu'il s'agissait d'« un pas en avant ».

« Les relations avec l'OTAN ne peuvent être tendues longtemps (...) La Russie et l'OTAN doivent chercher des compromis au nom des intérêts de la sécurité internationale et européenne », a ajouté ce député, membre de la commission de la Défense de la Douma.

Moscou et l'OTAN ont seulement décidé le mois dernier de « dégeler » leurs relations tombées au plus bas à la suite des bombardements contre la Yougoslavie au printemps dernier.

Le gouverneur libéral de la région de Novgorod, Mikhaïl Prousak, s'est également félicité que Poutine ait « trouvé le courage de faire une telle déclaration ». « La Russie a besoin de s'intégrer dans l'économie occidentale », a-t-il ajouté.

Celui de la région de Samara, Constantin Titov, a également apporté son soutien aux propos de M. Poutine, soulignant que l'Alliance pourrait « devenir un marché pour nos armes », selon l'agence Interfax.

Le gouverneur, qui est également candidat à la présidentielle, a cependant estimé que de tels propos avaient « pour but d'attirer l'électorat de droite en vue de la présidentielle ».

« C'est une déclaration électoraliste car Poutine doit retenir l'électorat libéral qui risque de le délaisser pour d'autres candidats ou de se réfugier dans l'abstentionnisme », a expliqué le rédacteur en chef de la radio Écho de Moscou, Alexeï Venediktov.

« Ces propos cherchent aussi à atténuer la propagande anti-occidentale actuelle en Russie qui pourrait finir par être dangereuse et à préparer l'opinion publique à un changement » après la présidentielle, a ajouté M. Venediktov.

« C'est de la pure rhétorique. Avec cette interview, Poutine tente de régler son problème d'image avec l'Occident. Il veut montrer qu'il sera constructif et sage avec les Occidentaux, mais il continuera à faire ce qu'il veut dans son pays », a conclu le politologue Andreï Piontkovski.



PHOTO AP

« Dimanche sanglant »

Le président Bill Clinton a commémoré hier à Selma, en Alabama, le 35e anniversaire du « dimanche sanglant », dans la longue marche des Noirs américains pour l'obtention de leurs droits civiques, et exhorté les États-Unis à éradiquer définitivement la haine raciale. Plusieurs dizaines de milliers de Noirs, venus des quatre coins du pays, étaient rassemblés à Selma pour revivre ce drame. De nombreuses personnalités du mouvement pour les droits civiques, dont Coretta Scott King, la veuve du pasteur Martin Luther King (à g.), participaient aux cérémonies.

Zhu joue l'intégrité

Agence France-Presse
PÉKIN

Le premier ministre chinois Zhu Rongji s'est fait fort hier d'éradiquer la corruption au sommet du régime communiste, tout en accélérant les réformes économiques afin de préparer la Chine à adhérer à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

« On se montrera impitoyable à l'égard des éléments corrompus », a averti M. Zhu dans un discours de 90 minutes, à l'ouverture de la session de l'Assemblée nationale populaire (ANP - parlement), la grand messe annuelle du système politique chinois.

Alors qu'une vingtaine d'adeptes de la secte interdite Falungong étaient interpellés à proximité de l'immense Palais du Peuple, M. Zhu a promis de poursuivre la répression « des sectes hérétiques ». Les contestataires entendaient protester contre la mise hors-la-loi du mouvement accusé d'avoir voulu renverser le régime l'an dernier en manifestant devant le siège du gouvernement.

Fermant la porte à toute possibilité d'assouplissement du régime, M. Zhu s'est également engagé à lutter contre d'indéfinis « éléments hostiles », en Chine et à l'étranger.

Les quelque 5000 parlementaires ont quant à eux été prévenus que la lutte contre la corruption viserait dorénavant « les cadres dirigeants des organismes gouvernementaux aux différents échelons ».

M. Zhu a reconnu l'existence d'un important mécontentement populaire face à la corruption, qui avait largement été à l'origine du mouvement de Tiananmen en 1989. « Il existe encore un grand écart entre les résultats obtenus d'une part et les exigences des autorités centrales ainsi que les espérances de la population de

Démonstration de force de l'ex-UCK au Kosovo

ANNE LE COZ
Agence France-Presse, PREKAZ

Plus de 20 000 personnes, dont un millier d'anciens combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK, ex-guérilla albanaise), ont rendu hommage hier, sous la neige, au commandant historique de l'UCK Adem Jashari, tué par les forces serbes il y a deux ans.

Cette cérémonie du souvenir à Prekaz (centre du Kosovo) s'est transformée en démonstration de force de l'ex-UCK, qui bien qu'officiellement dissoute pour devenir une force civile à vocation humanitaire, n'a eu de cesse hier que d'affirmer sa dimension militaire.

La commémoration a commencé avec l'arrivée, par brigades et au pas, d'un millier de membres du « corps de protection du Kosovo » (TMK), portant treillis et béret, et dont plusieurs dizaines arboraient une arme au ceinturon.

Après un passage en revue des « troupes » et un lever du drapeau albanais — aigle noir bicéphale sur fond rouge —, le commandant du TMK, le général Agim Ceku, ex-chef militaire de l'UCK, a salué les membres de « l'état-major, la garde du Kosovo, les compagnies des six zones, l'académie militaire, la brigade de génie, le bataillon de liaison », et même « l'escadrille 70 des forces aériennes ».

« Nous les soldats de l'UCK, qui avons rejoint les rangs du TMK, c'est unis que nous ferons du TMK la force dont aura besoin le Kosovo », a-t-il lancé tandis que son discours était ponctué de salves de tirs automatiques.

Dans la foule estimée à 20 000 personnes par les journalistes sur place, de nombreux jeunes, certains portant le béret « UCK », brandissaient des Kalachnikov en tirant en l'air.

« Le commandant légendaire Adem Jashari voulait un Kosovo uni, libre et indépendant. Nous le réaliserons », a lancé pour sa part Hashim Thaçi, ancien chef politique de l'UCK, qui a promis la « libération » de la ville divisée de Kosovska Mitrovica, marquant la limite entre un Kosovo majoritairement albanais au sud, et essentiellement serbe, au nord.

« Mitrovica comme toutes les autres parties du Kosovo sera libérée. Le Kosovo sera gouverné par les Kosovars », a affirmé M. Thaçi, seul intervenant à la tribune à apparaître en costume civil.

Évoquant la tension dans le sud-ouest de la Serbie jouxtant le Kosovo, peuplé majoritairement d'Albanais, Hashim Thaci a assuré « travailler sur le sujet avec la communauté internationale, en particulier avec les amis des Albanais, les Américains ».

Il a mis en garde les Albanais de cette région contre les « erreurs », affirmant que celles commises par Belgrade seraient « lourdement punies ». Il s'est toutefois gardé de condamner les actions menées depuis plusieurs semaines par un nouveau mouvement armé albanais, l'UCPMB, dont les uniformes et emblèmes sont inspirés directement de ceux de l'UCK et dont les membres seraient, pour beaucoup, d'anciens de l'UCK.

« Longue vie à l'UCK ! », s'est même exclamé Hashim Thaçi, dans un pied de nez à la communauté internationale.

Hier, les combattants de l'UCK, tués lors de l'attaque le 5 mars 1998 lancée par les forces serbes contre Prezak, qui avait fait 51 morts, ont été décorés à titre posthume, leurs familles recevant des médailles et un brevet à en-tête de l'UCK, de la part du « gouvernement du Kosovo », auto-proclamé par l'UCK et lui aussi officiellement dissous en vertu d'accords passés avec la communauté internationale.

La Presse

6 mars 2000

Page A13 manquante

Le Tatarstan: une survie nationale par un «fédéralisme asymétrique»

Comme si le pays avait consulté Jean-François Lisée... ou vice-versa



Jooneed Khan

envoyé spécial

KAZAN

Ivan le Terrible rasa Kazan en 1552 et fit bâtir des cathédrales sur les décombres du Kremlin, la colline fortifiée qui constitue le noyau historique des villes russes. La mosquée Kul Charif renaît aujourd'hui de ses cendres, un dôme géant et quatre minarets s'élevant de la neige au milieu de grues géantes, là où la Kazanka se jette dans la Volga.

« Kul Charif était alors la plus grande mosquée d'Europe. Elle peut le redevenir, car le projet final prévoit huit minarets, deux de plus qu'à La Mecque », confie, enjoué, le Dr Indus Riza Tahirov, président du Congrès tatar mondial et grand idéologue du souverainisme tatar en Russie.

Entendons-nous. Le Tatarstan n'est pas en train de devenir une autre Tchétchénie ou un autre Daguestan. L'islam est ici un instrument de résistance nationale, avec la langue et la culture. « C'est l'islam au service de l'identité tatare et non pas la cause nationale au service de l'islam », souligne le Dr Marat Galeyev, député du Parlement tatar comme Tahirov, et aussi membre du présidium de la République.

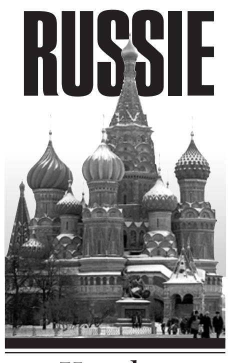
Irréductible identité car, 450 ans après la chute de Kazan et 60 ans après que Staline eut imposé l'alphabet cyrillique à la place de l'arabe, la République du Tatarstan, 3,7 millions d'habitants sur un territoire grand comme la Lituanie (68 000 km carrés), pratique l'affichage bilingue (tatar et russe) et se prépare à remplacer le cyrillique par l'alphabet latin.

Mieux, le Tatarstan vota pour la « souveraineté » par référendum en 1992, refusa de signer en 1993 la Constitution d'Eltsine qui donne préséance aux lois fédérales, et négocia en 1994 avec la Fédération de Russie un traité bilatéral qui lui reconnaît le contrôle de ses ressources naturelles et d'un grand nombre de domaines de sa vie collective.

La Tchétchénie, autre « république nationale » à avoir boycotté la Constitution de 1992, opta plutôt pour l'indépendance — avec les terribles conséquences que l'on sait.

« Sur la base du traité de 1994, le Tatarstan a signé avec la Russie 15 accords, revus et élargis tous les deux ans, touchant des domaines comme le budget, la santé, l'éducation, les ressources naturelles, l'industrie militaire, l'écologie », dit Renat Kharisov, étalant les textes sur son pupitre de député au Parlement de Kazan.

« Nous chercherons à élargir encore nos compétences dans les accords à venir, mais l'essentiel pour nous, c'est que Moscou fasse preuve de discipline et respecte le traité et les ententes déjà signés », souligne-t-il. La Turquie a ouvert un consulat-général à Kazan, et le Tatarstan n'est pas peu fier de cette percée diplomatique.



Vers les PRÉSIDENTIELLES

À l'entendre, on a l'étrange impression que Kharisov, qui était l'an dernier au Mont-Tremblant pour la Conférence mondiale du fédéralisme, vient de lire la dernière thèse de Jean-François Lisée. Ou, ce qui est plus vraisemblable, que l'ancien conseiller du premier ministre québécois s'est inspiré de la théorie du « fédéralisme asymétrique » du Tatarstan.

« Les doigts de la main ne sont pas toutes d'égale longueur, mais ils méritent tous d'être traités avec une égale considération », explique Kharisov, en posant sur la table ses mains d'artiste et de poète.

« Le traité de 1994 est un cadre pour la décentralisation de la Russie, pour un vrai fédéralisme des peuples de cette Russie multinationale, où tous les peuples seront égaux, selon le principe « un peuple, une voix », avec plein droit d'autodétermination », explique Safiulin Shakirovitch, l'un des huit députés du Tatarstan à la Douma d'État à Moscou.

Après l'éclatement de l'Union soviétique, Shakirovitch et Galeyev, très radicaux, avaient tenté de constituer des unités militaires à Kazan. Ils parlent tous deux maintenant de « sauver la Russie par la décentralisation », affirmant : « Il n'y a pas d'alternative. »

C'est que 40 % et peut-être plus des habitants du Tatarstan sont des Russes. « Beaucoup de sang a coulé ici et la Volga a charrié son lot de cadavres, mais nous avons développé une solide tradition de coexistence et de compromis », dit Vladimir Nouri-Ahmétov, professeur de droit et conseiller constitutionnel de l'ancien gouvernement, battu aux élections de décembre dernier. Il est lui-même de père tatar et de mère russe.

Mais 10 ans après l'éclatement de l'URSS, la Russie reste en état de flux. La Fédération de Russie comprend 50 régions (oblasti), 21 républiques, et 18 territoires (krai). Sur 148 millions d'habitants, 30 millions ne sont pas des Russes. La seule région de la Volga — c'est-à-dire dans la zone européenne du pays —, compte, outre le Tatarstan, les républiques des Chouvaches, du Bachkortostan, de Mary-El, de Mordovie, et des Oudmourtes.

Moscou a cherché d'autre part à préserver des liens avec ses anciennes républiques devenues indépendantes en créant la CEI ou Confédération des États indépendants, un concept qui est loin d'avoir gelé.

« L'idéologie de l'État russe, depuis les tsars jusqu'aux soviets, a été celle du centralisme et de l'unitarisme », affirme Shakirovitch. « À la Douma d'État, dès que je parle de fédéralisme et de décentralisation, on m'accuse de vouloir faire éclater la Russie. Nous voulons sauver la Russie, en faire un modèle pour le monde. C'est un dur combat. »

« Dans sa lettre ouverte que les journaux viennent de publier, Vladimir Poutine conclut en déclarant : « Moi, une personne russe, voilà comment je vois les choses », note Kharisov. Eltsine aurait dit « moi, citoyen russe ». Poutine fait là un clin d'oeil au chauvinisme russe. Il n'a pas de programme pour les nationalités, sauf l'unitarisme. Mais on ne fera jamais marche arrière. »

Surtout pas sur une base économique fondée sur le pétrole, l'industrie et l'agriculture en plein essor, qui fait du Tatarstan l'une des 10 seules composantes de la Fédération de Russie (sur les 89) à contribuer au trésor fédéral plus qu'elles n'en reçoivent. Une économie qui attire les investisseurs du Canada et du Québec. Une firme d'Ottawa construit déjà le métro de Kazan (1,1 million d'habitants), et Ludmila Nikolayevna Andreeva, maire adjoint de la capitale tatare, souhaiterait bien, dit-elle, un jumelage Kazan-Québec.

1LP1501A0306 A15 LUNDI 1LP1501A0306 ZALLCALL 67 00:50:53 03/06/00 B



PHOTO ALAIN ROBERGE, *La Presse*

Collecte chez Saint-Hubert

Les Rôtisseries Saint-Hubert a lancé hier sa deuxième campagne de collecte de fonds au profit de la Fondation Charles-Bruneau, organisme venant en aide aux enfants atteints de cancer. L'objectif est de 100 000 $. Les dons seront amassés via la vente d'aimants à l'effigie de la Fondation, au coût de 2 $, d'ici le 12 mars. De plus, Saint-Hubert remettra à l'organisme 0,50 $ pour chaque dessert vendu dans l'une ou l'autre de ses 80 franchises entre le 6 et 12 mars. De gauche à droite, le Dr Jocelyn Demers de l'hôpital Sainte-Justine, Jean-Pierre Léger, président et chef de la direction de Saint-Hubert, Janick Desbiens de Chicoutimi, maman du petit Nicolas Maheu (4 ans), assis à droite de la mascotte Hubert, et l'animateur bien connu Pierre Bruneau, vice-président de la Fondation.



PHOTO AP
Les premières danseuses ont commencé à défiler hier dans le Sambodrome de Rio.

Première nuit des défilés des écoles de samba

Agence France—Presse
RIO DE JANEIRO

L'une des plus modestes écoles de samba, « Porto da Pedra », représentante de la ville de Sao Gonzalo, située dans la grande banlieue de Rio, a ouvert hier soir la première nuit des défilés des écoles de samba.

« Ordre, progrès, amour et folie dans le millénaire de la fantaisie » est le titre du défilé et de la samba-chanson de cette école qui regroupe 3800 danseurs, chanteurs et percussionnistes et exhalte l'instauration de la République au Brésil, en 1889.

Les défilés des 14 écoles de samba du groupe spécial, l'apogée du carnaval brésilien, imité par des groupes carnavalesques de tout le pays, se déroulent le dimanche et le lundi. Sept écoles défilent chaque nuit et, en cette année 2000, elles vont toutes retracer les 500 ans de l'histoire du Brésil. C'est le 22 avril 1500, que le navigateur portugais, Pedro Alvares Cabral, a accosté dans le sud de l'État de Bahia.

L'école Porto da Pedra, fondée en 1978, va parcourir en 80 minutes l'avenue de 700 mètres de long du sambodrome, bordée de gradins et de loges pour 80 000 spectateurs en délire, et le jury qui doit noter avec soin son évolution sur la piste.

La nuit se finira sur le passage de Portela, l'une des plus traditionnelles, fondée en 1923. Son défilé retrace l'époque du président Getulio Vargas (1930-45).

La masturbation n'était pas une agression sexuelle

Presse Canadienne
HALIFAX, Nouvelle-Écosse

Des accusations d'agressions sexuelles portées contre un médecin parce qu'il avait masturbé deux jeunes garçons ont été rejetées par la cour qui a jugé qu'il s'agissait d'un traitement médical approprié dans les circonstances.

Le juge John MacDougall, de la Cour provinciale, s'est ainsi rendu aux arguments de la défense après une audience préliminaire, le 22 février. Une telle audience a pour objectif de déterminer si les accusations portées par la Couronne sont suffisantes pour entamer un procès.

Le Collège des médecins et chirurgiens de la Nouvelle-Écosse a toutefois décidé d'enquêter sur les accusations portées contre le Dr William H. Michael Christie, dans la cinquantaine, dont le cabinet est situé à Sheet Harbour, à quelque 100 km à l'est de Halifax.

Les transcriptions des témoignages indiquent que les deux parties n'ont jamais contesté qu'il y ait eu masturbations.

Un médecin appelé à témoigner a déclaré que la masturbation en présence d'un médecin n'était pas une procédure médicale acceptée, mais le juge a quand même conclu que le Dr Christie n'avait pas d'intentions criminelles lorsqu'il a masturbé les deux adolescents.

« On ne peut pas parler d'agression, et certainement pas d'agression sexuelle, si le Dr Christie a procédé à un tel examen pour des motifs médicaux, peu importe le protocole ou la procédure généralement admise », a ajouté le juge MacDougall.

Les deux garçons, âgés de 14 et 16 ans, ont déclaré que le médecin les avait conduits à l'orgasme lors de consultations en dehors des heures de rendez-vous en 1997 et 1998 et qu'ils croyaient que cela faisait partie du traitement.

Le plus jeune des deux a soutenu qu'il était allé voir le Dr Christie pour une infection au pénis. Il a précisé que le médecin lui avait remis une pommade et insisté pour en faire l'application lui-même, jusqu'à l'éjaculation. Il a ajouté avoir vu le médecin une dizaine de fois pour des traitements qui duraient entre 20 minutes et une heure.

Le second adolescent, maintenant âgé de 17 ans, est allé voir le médecin deux mois après avoir fait une chute et s'être cogné la tête contre une roche. Le jeune garçon souffrait alors de problèmes de vision et de perte de mémoire. Il avait également dit au médecin qu'il éprouvait des difficultés à avoir une érection.

En cour, l'adolescent a expliqué que le médecin l'avait masturbé pour obtenir un échantillon de sperme. Le jeune a précisé que ses traitements avaient duré 12 mois en tout, à raison d'une fois par mois.

Selon le Dr Richard MacLachlan, qui dirige la clinique de médecine familiale à l'Université Dalhousie, à Halifax, les traitements du Dr Christie n'ont aucun fondement médical.

En attendant la décision du Collège des médecins, le Dr Christie a accepté de ne plus voir seul des patients âgés de moins de 19 ans.

Elle pleure du sang depuis deux mois

Agence France-Presse
ALGER

Une jeune Algérienne verse depuis plus de deux mois des larmes de sang sans ressentir la moindre douleur au grand étonnement des médecins qui n'ont pas décelé la moindre anomalie dans ses yeux, rapportent les journaux d'Alger.

L'Arabie saoudite a décidé d'accueillir Hind Médjhahed, 23 ans, pour être soignée à l'hôpital Roi Khaled, à Ryad, spécialisé dans les urgences d'ophtalmologie, et satisfaire son voeu d'accomplir le pèlerinage de La Mecque, a indiqué l'ambassade saoudienne.

Certains vont jusqu'à lui attribuer des pouvoirs de guérison. Rongée par l'anxiété, la jeune fille a vu son poids fondre et passer de 58 à 43 kg. C'est le 31 décembre dernier que les yeux de Hind se sont mis à verser du sang. Depuis, par gouttes ou caillots exhalant une odeur de musc, les pupilles de Hind continuent de couler régulièrement.

Ivre au volant d'une voiture volée

Associated Press
SAINT-MAURICE, Suisse

Absence de permis de conduire, ébriété et voiture volée : telles sont les infractions qu'est parvenu à cumuler un automobiliste suisse de 17 ans, arrêté dimanche par la police à l'issue d'une course poursuite près de Saint-Maurice. Les faits se sont produits en pleine nuit, vers 4h30. En faisant une marche arrière, l'adolescent a d'abord heurté un véhicule en stationnement. Il s'est avéré que le jeune homme avait volé la voiture de son patron durant la nuit, qu'il n'avait pas de permis de conduire et qu'il était en état d'ébriété.

La Presse

6 mars 2000

Page A18 manquante

La Presse

6 mars 2000

Page A19 manquante

1LP2001A0306 a20 actus lun 6 mars 1LP2001A0306 ZALLCALL 67 00:50:18 03/06/00 B

La population mondiale prend de l'embonpoint

La surcharge pondérale cause autant de décès que la sous-alimentation

DAVID BRISCOE
AP, WASHINGTON

Nous sommes de plus en plus nombreux et...de plus en plus gros. C'est en tout cas ce que suggère une étude publiée hier, selon laquelle, pour la première fois de l'histoire, le nombre de personnes souffrant d'une surcharge pondérale a égalé le nombre de personnes sous-alimentées.

Selon un rapport rédigé par Brian Halwell et Gary Gardner, du groupe de recherche sur l'environnement Worldwatch Institute, le nombre de personnes souffrant d'un excès de poids a explosé depuis vingt ans pour atteindre 1,1 milliard. Dans le même temps, le nombre d'individus dont le poids est inférieur à ce qu'il devrait être a doucement diminué pour arriver à peu près au même niveau.

« Une population, non négligeable et en augmentation, de gens dont le poids est trop élevé coexiste avec une population persistante de personnes dont le poids est trop faible dans les pays pauvres », a résumé Brian Halwell. Les auteurs de ce rapport se sont appuyés sur des chiffres de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), des Nations unies et des gouvernements.

Mais cela ne signifie en rien que la population mondiale est globalement mieux nourrie qu'il y a vingt ans, époque où des millions de personnes mouraient encore de faim, souligne le document.

Car obésité et sous-alimentation sont les deux faces d'un même problème, qui tend à s'aggraver : la malnutrition. Dans les deux cas, une alimentation déséquilibrée entraîne les mêmes maux : maladies, espérance de vie plus courte et faiblesse, selon Brian Halwell.

Dans des pays comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, est apparu un fossé croissant entre une minorité privilégiée qui prend du poids et les plus pauvres qui, eux, ont toujours faim. Aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés, c'est un phénomène inverse qui s'est manifesté : alors que les plus riches ont les moyens de manger équilibré, les plus défavorisés, eux, ont un régime à base de fast food, bon marché mais riches en calories.

Une situation suffisamment alarmante pour que des médecins qualifient en octobre dernier dans le journal de l'Association médicale américaine le phénomène d'« épidémie ». Car aux États-Unis, 55 % de la population présente déjà un surpoids et un adulte sur quatre est considéré comme obèse. Un excès de poids qui fait 300 000 morts par an, selon les études les plus récentes citées par le rapport.

La majorité de la population souffre également d'une surcharge pondérale en Russie, Grande-Bretagne et Allemagne, selon des études des Nations unies. En comparaison, 56 % de la population du Bangladesh et 53 % de celle de l'Inde est sous-alimentée.

« Souvent, les pays ont échangé la faim contre l'obésité, et les maladies de la pauvreté contre les maux de l'excès », selon Brian Halwell.

Mais tout le monde ne mange pas encore à sa faim. Malgré une amélioration globale de l'alimentation qui a permis une réduction drastique du nombre d'enfants au poids insuffisant en Asie et Amérique latine, les enfants sous-alimentés sont de plus en plus nombreux dans les pays les plus pauvres, en Afrique sub-saharienne.

1LP2199A0306 A21 LUNDI 1LP2199A0306 ZALLCALL 67 08:49:36 03/06/00 B

Les Japonais se trémoussent au rythme du « para para »

Agence France-Presse
TOKYO

Bras en l'air, mains en moulinet, jambes légèrement pliées, des centaines de jeunes, cheveux souvent décolorés, s'éclatent dans un club en vogue de Tokyo au rythme du « para para », une danse très mode aux racines pourtant millénaires.

À l'image du succès des danses de groupe à la mode en Europe il y a quelques étés, le « para para » rejette l'individualisme : tous ensemble, les danseurs suivent la même chorégraphie.

Chaque morceau ayant son propre enchaînement de gestes et de déhanchements, le « para para » exige un certain apprentissage.

« C'est pour cela que je viens ici aussi souvent que possible », explique Yuka Kugo, 20 ans. Ce soir-là, elle est l'une des 500 jeunes qui suivent à la lettre les indications de leur « gourou », Hirokazu Miyachi, patron du Twin Star club à Tokyo.

« Cela dépend de la musique mais, la plupart du temps, j'arrive à me rappeler la plupart des enchaînements d'une leçon à l'autre », témoigne-t-elle. « C'est vraiment amusant et on ne peut résister à l'envie d'en apprendre plus ».

Des jeunes des quatre coins du Japon accourent à Tokyo pour suivre, au Twin Star ou ailleurs, des classes de plusieurs jours pour apprendre les dernières chorégraphies, qu'ils enseigneront ensuite dans leurs villes.

Dans la plupart des cas, la musique est plutôt lente, très rythmée, influencée notamment par l'Euro Beat. Afin de doper l'esprit de groupe, les danseurs, placés en ligne, lancent ensemble le décompte des gestes ou les paroles.

« Ils crient et chantent à l'unisson. C'est très simple et, en fait, très japonais », explique Miyachi, en référence à l'esprit de discipline de ses compatriotes.

Malgré la musique occidentale, le « para para » plonge ses racines dans les traditionnelles danses des « festivals Bon » de l'archipel, indique-t-il.

Les célébrations Bon se déroulent à la mi-juillet ou à la mi-août afin d'accueillir les esprits des ancêtres à leur retour sur terre.

Basées sur les chants bouddhistes de la période Heian (794-1185), elles mobilisent d'importants groupes de femmes et d'hommes qui se déplacent en vaste cercle en remuant leurs bras en rythme.

En dépit de ce riche héritage aujourd'hui largement sécularisé, le « para para » a curieusement pris son nom d'un succès des hit-parade mondiaux : « Take On Me » du groupe norvégien A-ha en 1985.

Le mot « para para » n'apparaît pas dans les paroles, mais une onomatopée similaire revient comme un leitmotiv dans la chanson, repris par les danseurs.

Le « para para » a donc fait son apparition à la fin des années 80, avant de disparaître puis de renaître brièvement en 1995 avant sa troisième résurrection aujourd'hui.

Le quotidien *Tokyo Shimbun* avance que le renouveau du « para para » est un bon signe puisqu'il laisse entrevoir une reprise économique sur l'archipel.

Car, « aussi bizarre que cela puisse paraître, les deux autres saisons « para para » ont été des périodes de croissance », explique-t-il, en référence à la « bulle » économique de la fin des années 80 et à la courte embellie du milieu de la décennie 90.

En dépit du caractère très japonais du « para para », Miyachi aimerait le lancer à la conquête du monde, à commencer par les États-Unis et la Chine.



PHOTO AFP

Le « para para » rejette l'individualisme : tous ensemble, les danseurs suivent la même chorégraphie.

1LP2201A0306 A22, lundi, cyber 1LP2201A0306 ZALLCALL 67 00:49:08 03/06/00 B

La marche des femmes vers le cybercom



Jean-François Parent

Bonne nouvelle pour les sites marchands, la proportion de femmes internautes est en croissance constante dans tous les pays. Les États-Unis sont en tête avec 50 % d'utilisateurs féminins, les Québécoises comptent pour près du tiers de l'internautorat et les Françaises, un peu plus du quart. Les multinationales, comme Time-Warner, Microsoft, Ford et les grands portails offrent des contenus exclusivement féminins, ou tentent à tout le moins de féminiser leur approche.

Pourquoi les sites marchands saliveraient-ils face à cette croissance ? Déjà en 1996 Jean-Pierre Cloutier, des Chroniques de Cybérie (1), se demandait ce qui pouvait bien amener les sondeurs, chercheurs et autres investigateurs à tout vouloir connaître sur les femmes. Des habitudes de navigation « féminines » aux réflexes de consommation, on vous décortique madame, rapidement et proprement. Conclusion du questionnement ? L'argent. Les femmes, qui influencent la décision de consommation domestique, ont un pouvoir d'achat toujours croissant. Soit dit en passant, le financement des grands sites et portails passe obligatoirement par le commerce électronique. Ceci expliquant cela, l'attrait pour l'autre sexe est donc purement économique.

C'est le triptyque beauté-maternité-sexualité que l'on croit retrouver de facto en surfant à la manière des femmes. Pourtant, en marge des contenus se démarquant très peu des magazines féminins conventionnels, ce sont surtout des sites à vocation qu'on pourrait qualifier de communautaire que l'on retrouve. Plusieurs offrent des conseils sur le b-a-ba du Net, d'autres se spécialisent dans le réseautage des communautés d'intérêts, la santé et les finances occupent une place de choix, et les conseils pratiques de beauté, mode et décoration ont tous la cote. Le tout mettant l'accent sur la féminisation des utilisations.

Le défi que relève ces sites est de voir comment conjuguer travail, famille, société, santé, beauté et technologies.

Les internénettes ?
www.internenettes.fr

Typiquement français dans son humour, une prose un peu à gauche, c'est son caractère ludique qui intéresse les visiteuses du site. Selon les nénettes, pas besoin de capitaliser sur sa beauté pour être bien dans sa peau, et les textes reflètent cette tendance. Plein de rubrique rire, créer, gérer, boire et manger, on superpose le tout à des faits, des chiffres, des adresses et des débats.

On s'intéresse beaucoup à la condition de la femme sans oublier que, pour aussi dure qu'elle puisse être, la vie est tout de même une partie de plaisir. Sans pompons, la navigation est facile, mais on semble pécher par excès de sobriété. Pour les décomplexées qui veulent s'éclater.

Femmes regroupées en options non traditionnelles
www.front.qc.ca

Se consacrant aux femmes ayant choisi des métiers dits d'homme, c'est une importante ressource sur les carrières non traditionnelles. On veut surtout y développer une communauté d'intérêts. On exploite donc les capacités de communication et de réseautage du Web à fond. Quelques liens intéressants, l'accent est sur les nouveaux métiers, autant que les nouvelles technologies. Un bottin de ressources, des chroniques automobiles faites par des mécaniciennes et quelques autres perles, dont un cybermentorat pour les premiers pas sur le Net.

Women in Technology International (Anglais)
www.witi.com

Rendre les femmes plus fortes grâce à la technologie est la mission des conceptrices de WITI. Avec un impressionnant réseau d'information sur l'entreprise, d'offres d'emplois dans les hautes technologies, ce site s'adresse surtout aux professionnelles. On met l'accent sur l'utilisation des technologies d'information, mais on veut surtout permettre le développement du leadership des femmes en entreprise. D'imposantes rubriques sur la santé et la mise en forme, des trucs beauté, des conseils pratiques, le tout avec une perspectives toute féminine. Les articles de mode — comment mettre votre tailleur en valeur en choisissant le bon sac pour votre portable — sont très rigolos et très branchés.

NetFemmes
www.netfemmes.org

NetFemmes est un réseau reliant femmes et groupes de femmes du Québec et de plus de 22 pays francophones. À la suite de l'initiative Internet au féminin du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine, on a établi un projet d'éducation relative aux nouvelles technologies. Avec des ateliers de formation, des listes de diffusion et l'hébergement de sites des groupes de femmes, c'est là une référence pour la condition féminine au Québec. Comme il se spécialise dans le référencement vers les ressources particulières à vos besoins, le contenu n'est développé que pour la section actualité.

Les Pénélopes
www.penelopes.org

Résolument féministes, les conceptrices du site font le tour de l'actualité mondiale relativement aux dossiers féminins. Garni de dossiers sur la santé des femmes en Occident et dans le monde, des actualités scientifiques, financières, culturelles ou politiques avec un point de vue féminin, c'est là un détour obligé pour quiconque se sent en peine d'arguments sur les inégalités sociales. Cependant, pas de rhétorique bébête gauchisante, ce qui permet d'en ratisser plus large. Il y a même une émission sur CanalWeb, diffusée tous les mercredis.

Fémiweb
www.femiweb.com

Dédié à la femme et l'enfant, ce site est un immense répertoire sur la santé et la psychologie familiales. Des informations rédigées par des praticiens, selon une formule « petit livre » sur la grossesse, l'échographie, la contraception, l'adolescence et la puberté, sans compter des dizaines d'autres rubriques sur la famille, la violence à l'école et bien trop de choses pour en dresser la liste ici. Des enquêtes, des forums et des sondages viennent offrir une interactivité très dynamique. Quelques petits utilitaires comme un calendrier grossesse et des infos sur les foetus. Le sommaire complet du site en page d'accueil permet de s'orienter rapidement.

EN VRAC

La Toile des femmes
http ://www.cam.org/~abe/net2.html

Fédération des femmes du Québec
www.ffq.qc.ca

Guide de l'utilisation Internet
www.ville.montreal.qc.ca/biblio/aide.htm

On peut joindre l'auteur de cette chronique à :
jfparent@total.net

(1) *http ://www.cyberie.qc.ca/jpc/articles/femmes.html*

La puce la plus lourde au monde

Agence France-Presse
WASHINGTON

Le fabricant américain de microprocesseurs Advanced Micro Devices (AMD) a annoncé hier le début des livraisons d'une puce d'un gigahertz (1000 Mhz) à un important fabricant d'ordinateurs.

« Ce sera le premier ordinateur disponible avec un microprocesseur d'un gigahertz d'AMD », a indiqué le groupe dans un communiqué annonçant pour aujourd'hui une présentation plus officielle de l'Athlon 1000 Mhz.

À cette occasion, le nom du fabricant d'ordinateurs sera également dévoilé, a indiqué AMD.

Il y a trois semaines, Intel, le premier fabricant mondial de microprocesseurs, avait dévoilé un prototype de puce électronique d'une puissance de 1,5 gigahertz sous le nom de code « Willamette ». À cette occasion, Intel avait programmé pour les prochains mois une gamme de puces avec des puissances supérieures à 1000 Mhz.

Les deux fabricants se livrent à une véritable course technologique, clé de la puissance des ordinateurs et le microprocesseur Athlon de 1000 Mhz arrive sur le marché quatre mois après la sortie d'une puce Athlon 700 Mhz qui commence à peine à équiper les ordinateurs personnels.

Face à cette avancée du groupe Advanced Micro Devices, l'Américain Intel pourrait accélérer la commercialisation de ses dernières puces Pentium III de plus de 1000 Mhz. L'annonce devrait être faite mercredi, selon Cnet, un portail spécialisé sur la haute technologie.

Cnet a indiqué que le groupe Compaq, premier fabricant mondial d'ordinateurs, serait le premier client du microprocesseur Athlon tandis ques les fabricants IBM et Hewlett-Packard adopteraient le microprocesseur Pentium III.

Les ordinateurs équipés de ces puces pourraient être vendus moins de 2500 dollars pour ceux équipés d'Athlon et autour de 3000 dollars pour ceux avec la puce d'Intel, selon Cnet.

1LP2301A0306 A 23 (lundi) QUOI FAIRE 1LP2301A0306 ZALLCALL 67 00:48:11 03/06/00 B

Quoi faire *cette semaine*

Adressez vos communiqués à:
Rubrique Quoi faire
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

CONFÉRENCES

■ **Paris-Rome à vélo,** avec Kouceila Louali, le lundi 6 mars à 19 h, à la Maison des cyclistes, 1251, rue Rachel Est, Montréal. Organisée par Vélo Québec dans le cadre des *Lundis vélo voyages*. Entrée: 10$. Réservations nécessaires: 521-8356, poste 344.

■ **Les Européens et les aliments transgéniques,** avec Pascal Martel, le lundi 6 mars à 19 h, au 3516, av. du Parc, Montréal. Organisée par le Centre d'écologie urbaine et Biotech Action Montréal. Entrée: 3$. Rens.: 514 282-8378.

■ **La Grande chasse aux sorcières,** avec André Champagne, le lundi 6 mars à 13 h 30, à la salle Brébeuf du pavillon Lalemant, 5625, av. Decelles, Montréal. Organisée par la Fondation culturelle Jean-de-Brébeuf. Entrée: 5$. Rens.: 342-9342, poste 412.

■ **Bilan de l'unification culturelle de l'Allemagne,** avec Laurent McFalls, Peter Hoffmann et Helmut Göckel, le mardi 7 mars à 17 h 30, Université de Montréal, 3744, rue Jean-Brillant, salle 525. Table ronde organisée par le Centre canadien d'études allemandes et européennes. Entrée libre. Rens.: 514 343-6763.

■ **Les Planètes extra-solaires,** avec René Racine, le mardi 7 mars à 19 h 30, au Centre des loisirs Saint-Mathieu, 7110, 8e Avenue (métro Saint-Michel). Organisée par la Société d'astronomie de Montréal. Thème: À la recherche d'autres mondes. Entrée libre. Rens.: 514 728-4422.

■ **Jean Dallaire,** avec Michel Dallaire, le mercredi 8 mars à 19 h, au pavillon Jean-Noël Desmarais du Musée des beaux-arts de Montréal, 1380, rue Sherbrooke Ouest. Souvenirs d'enfance du peintre. Entrée libre. Rens.: 514 285-2000.

■ **Le Tour du monde à vélo,** avec Pierre-Yves Tremblay, le mercredi 8 mars à 19 h 30, École Polytechnique de Montréal, amphithéâtre Bell, 2900, boul. Édouard-Montpetit — métro Université-de- Montréal. Organisée dans le cadre des projets Poly-Monde. Entrée: 6$. Rens.: 514 340-4735.

■ **Sommeil et performance,** avec Nicole Graton, le mercredi 8 mars ***à 19 h 30, à la bibliothèque d'Anjou, au 7500, av. Goncourt. Organisée par le Comité d'animation culturelle de la bibliothèque. Entrée: 4$. Rens.: 514 493-8211.***

■ **Les Reines Hatchepsout, Néfertiti et Cléopâtre,** avec Nadia Onsy, le mercredi 8 mars à 19 h 30, bibliothèque de Beaconsfield, 303, boul, Beaconsfield. Avec diapositives. Entrée libre. Rens.: 514 428-4460.

■ **Paris-Montparnasse (1905-1930) au coeur de l'art moderne,** avec Gilles Blain, le mercredi 8 mars à 20 h, à l'auditorium Saint-Albert-le-Grand, 2715, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal. Organisée par l'Association culturelle T.X. Renaud. Avec diapositives et musique. Coût: 7$, 4$. Rens.: 514 332-4126.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

■ **La Mode et la condition féminine.** La bibliothèque municipale de Brossard présente une conférence avec Monique Laferrière, sur *l'Évolution de la condition féminine à travers le costume au Québec*, le mercredi 8 mars à 19 h 30 (au 3200, boul. Lapinière, à Brossard). Avec diapositives. Entrée libre. Rens.: 450 923-7045.

■ **Vidéo et discussion.** Halte-Femmes de Montréal-Nord présente la vidéo *Des marelles et des petites filles*, le mercredi 8 mars à 9 h, au 6255, boul. Léger, Montréal-Nord. Suivie d'une discussion en lien avec les revendications de la Marche mondiale des femmes 2000. Entrée libre. Rens.: 514 328-2055.

■ **Rencontre d'information.** Le Centre Info-femmes organise une rencontre sur le thème *Femmes du monde, s'unir pour une plus grande solidarité*, le mercredi 8 mars à 11 h 30 (au 2185 rue des Ormeaux, Montréal). Au programme: dîner communautaire, historique de la situation des femmes, vidéo, discussion sur la Marche mondiale. Entrée libre. Rens.: 514 355-4529.

■ **La Marche mondiale des femmes 2000.** Le Centre Échange entre Femmes de Saint-Laurent tient une rencontre d'information sur les revendications internationales, nationales et locales de la Marche mondiale des femmes, le mercredi 8 mars à 13 h (750, rue Sainte-Croix). Entrée libre. Rens.: 514 744-3513.

■ **Le Centre Le Faré,** à Chambly, organise plusieurs activités le mercredi 8 mars de 13 h à 21 h (au 30, rue Mongeau): lancement de la Marche mondiale des femmes, souper collectif, feux de joie. Invité: Michel Chartrand. Entrée libre. Réservation et rens.: 450 447-3576.

■ **Fête à Mont-Laurier.** Des organismes populaires de Mont-Laurier organisent un fête, le mercredi 8 mars à partir de 16 h, au restaurant Le Bistro (6012, boul. Paquette, Mont-Laurier). Au programme: souper-spaghetti (5$), animation, chansonnière, inscription pour la Marche mondiale. Entrée libre. Rens.: 819 623-1523.

■ **Marche des femmes de Montréal.** Le Forum des femmes organise une marche dans les rues de Montréal, le mercredi 8 mars. Rendez-vous à 18 h, coin boul. Pie-IX et rue Ontario Est. Soirée culturelle et politique à 19 h 30 au sous-sol de l'église Saint-Clément, 1611, rue Saint-Clément. Rens.: 514 253-7459.

■ **Information et théâtre à Laval.** La Coalition lavalloise pour la Marche des femmes 2000 présente le mercredi 8 mars, à la Maison des arts de Laval, des stands d'information sur les groupes de femmes (à partir de 17 h 30), une conférence de Diane Hébert (à 18 h 45) et la pièce *Des miettes pour les pigeons* par le Théâtre Parminou à 20 h (au 1395, boul. de la Concorde Ouest). Coût: 10$. Rens.: 450 682-8739.

■ **Souper, théâtre, spectacle.** Le Centre d'information et de documentation des femmes du Haut-Richelieu organise une soirée, le mercredi 8 mars de 17 h à 22 h, au cabaret-théâtre du Vieux Saint-Jean (190, rue Laurier, Saint-Jean-sur-Richelieu). Souper, théâtre humoristique, musique, chants, lancement de la Marche mondiale des femmes. Coût: 8$. Rens.: 450 346-0662.

■ **Fête de la parole.** Place aux poètes organise une *Fête de la parole des femmes*, le mercredi 8 mars à 20 h, à la Maison des écrivains, 3492, rue Laval — métro Sherbrooke. Micro ouvert à toutes les femmes présentes. Animation: Janou Saint-Denis. Entrée libre. Rens.: 514 849-8540.

■ **Théâtre interactif.** La Coalition 8 mars de la Petite Patrie présente une pièce de théâtre interactif en lien avec les revendications des femmes, le vendredi 10 mars à 19 h, à l'école Père Marquette (6030, rue Marquette, Montréal). Coût: 2. Rens.: 514 277-7445.

■ **Chanter, danser et rire.** L'intersyndicale des femmes du Montréal métropolitain présente un spectacle avec Clémence Desrochers, Francine Labrie, Judi Richards, Nico Beki, entre autres, le vendredi 10 mars à 20 h, au Spectrum de Montréal (318, rue Sainte-Catherine Ouest). Entrée: 12$. Rens.: 514 598-2086.

■ **2000 bonnes raisons de cultiver la paix.** La Table de concertation sur la condition féminine des Moulins à Mascouche organise plusieurs activités, le dimanche 12 mars de 10 h 30 à 16 h, à l'école Le Prélude (2995, av. des Ancêtres). Exposition, brunch, conférence, concert, gala *Portraits de femmes*, etc. Coût: 12$. Réservation avant le 9 mars au 450 968-2210.

■ **NOTE:** Quelques activités précédentes s'adressent uniquement aux femmes; s.v.p. contacter les organisatrices avant de vous rendre sur les lieux.

COURS, ATELIERS

■ **L'Astrophotographie.** Le Club d'astronomie de Dorval tient une rencontre intitulée *L'Astrophotographie pour débutants*, animée par Marjolaine Savoie, le lundi 6 mars à 20 h, au chalet du parc Saint-Charles (88, av. Saint-Charles, Dorval). Entrée libre. Rens.: 514 420-0617.

■ **Le Bail: droits et obligations.** Le Forum des citoyens aînés de Montréal présente une conférence sur le thème *Les Droits et obligations résultant d'un bail et son renouvellement*, avec André Trépanier, le mercredi 8 mars à 13 h 30, au Centre de loisirs Lajeunesse (7378, rue Lajeunesse, local 212 — métro Jean-Talon, sortie Nord). Entrée libre. Réservation et rens.: 514 270-8464.

■ **Relaxation et méditation.** L'organisme Monovie offre un atelier de relaxation et de méditation animé par Lise Laroche, le vendredi 11 mars à 19 h, au 10 007, rue Parthenais, Montréal. Coût: 4$. Apporter sac de couchage, coussin, vêtements amples et chauds. Réservation et rens.: 514 388-6996.

■ **Chansons traditionnelles.** L'École des arts de la veillée offre un atelier de chansons traditionnelles bretonnes, animé par le groupe Louarne, le dimanche 12 mars de 13 h à 15 h, au 911, rue Jean-Talon Est, bureau 10, Montréal. Coût: 5$ (incluant croissant et café). Rens.: 514 273-0880.

■ **Jazz pour débutants.** Le Café Griffintown offre des ateliers de jazz pour les musiciens débutants, tous les lundis à 20 h, au 1378, rue Notre-Dame Ouest, Montréal. Animés par Tom Levitt. Activité gratuite. Rens.: 514 931-9135.

■ **Conversation française.** Le Centre communautaire de Loisir de la Côte-des-Neiges offre des ateliers de conversation française autant pour les débutants que pour les personnes expérimentées, tous les mardis soirs de 19 h à 20 h 30 (au 5347, chemin de la Côte-des-Neiges, Montréal). Activités gratuites. Rens.: 514 733-1478.

BÉNÉVOLES DEMANDÉ(E)S

■ **Auprès des personnes âgées.** Le Centre de bénévolat de Laval recherche des personnes pour apporter aide et présence auprès de personnes âgées ou malades souffrant de solitude. Le Centre est situé au 1870, rue Michelin, Laval. Rens.: 450 681-6164.

■ **Travail de bureau.** La Société des timbres de Pâques recherche des bénévoles pour effectuer du travail de bureau en préparation d'un événement qui aura lieu au mois d'avril. Rens.: 514 842-3351, Centre de bénévole de Montréal.

■ **Échange de services.** Un groupe de personnes du quartier Petite Patrie met sur pied un projet d'échange de services et recherche des bénévoles pour leur comité organisateur. Rens.: 514 523-6599, Service bénévole de l'est de Montréal.

■ **La Course Bill Lewis.** Le YMCA du centre-ville recherche des bénévoles pour participer à la 21e édition de la Course du printemps Bill Lewis (le dimanche 30 avril). Le Centre est situé au 1450, rue Stanley, Montréal. Inscription et rens.: 514 849-8393, poste 747.

GROUPES D'ENTRAIDE

■ **Les Aînées et l'amour.** Le Projet Changement, service aux personnes âgées, organise une rencontre sur le thème *Les aînés et l'amour*, le mardi 7 mars à 13 h 15, animée par une étudiante en sexologie et deux étudiants documentaristes. L'organisme est situé au 4450, rue Saint-Hubert — métro Mont-Royal. Activité gratuite. Rens.: 514 521-5145.

■ **La Fondation Roger Roy,** organisme qui offre des services aux parents d'une personne présentant une déficience intellectuelle, tient une rencontre sur le thème *Vers une communication plus saine*, avec Anne-Marie Lapierre, le mercredi 8 mars à 19 h 30 au Centre St-Pierre (1212, rue Panet, salle 303, — métro Beaudry). Entrée libre. Rens.: 514 595-4258.

■ **Alcoolisme et toxicomanie.** Le Centre professionnel de traitement de la codépendance offre un groupe d'entraide pour les personnes qui vivent avec un conjoint ou un enfant aux prises avec des problèmes d'acoolisme ou de toxicomanie ou qui en sont elles-mêmes affectées. Rencontres tous les mercredis à 19 h 30, au 111, boul. des Laurentides, Pont-Viau, Laval. Activité gratuite. Rens.: 450 669-9669.

■ **Porte ouverte.** À l'occasion de son 15e anniversaire, l'ACEF du Sud-Ouest de Montréal organise une activité *porte ouverte*, le jeudi 9 mars de 14 h à 16 h, au 6734, boul. Monk. Au programme: information sur les activités et services offerts, exposition, documentation et vidéo. Activité gratuite. Rens.: 514 362-1771.

■ **Alimentation pour bébé.** Le Regroupement des cuisines collectives et les Ateliers d'éducation populaire offrent aux parents d'enfants âgés de 3 à 7 mois de participer à des cuisines collectives pour la préparation de purées de bébé. Le deuxième vendredi de chaque mois de 11 h à 15 h (10 mars, 14 avril, 12 mai et 9 juin). Activité gratuite. Rens.: 514 350-8881.

■ **Support aux personnes endeuillées.** Le Centre d'action bénévole de Boucherville offre une groupe de soutien favorisant l'échange, l'écoute et un support moral aux personnes endeuillées. Les rencontres débuteront le 21 mars. Le Centre est situé au 280, boul. Fort-Saint-Louis, à Boucherville. Activité gratuite. Rens.: 450 655-9081.

HOMMES

■ **Pères Séparés** organise une rencontre ayant pour thème *Peut-on surmonter les difficultés de la séparation?*, le mardi 7 mars à 19 h 30, au 2800, rue Bossuet — métro Cadillac. Coût: 2$. Rens.: 514 896-1409.

■ **De la dépression à l'équilibre.** L'Association des pères gais de Montréal présente une conférence intitulée *De la dépression à l'équilibre*, avec Sylvie Giasson, auteure, le mardi 7 mars à 19 h 30, au Comité social Centre Sud, 1710, rue Beaudry — métro Beaudry. Entrée libre. Rens.: 514 990-6014.

■ **Rencontres entre pères.** L'organisme RePÈRE organise des rencontres juridiques suivies de discussions, tous les mercredis soirs de 18 h 30 à 21 h 30, au 39-A, boul. Gouin Ouest, Montréal. Entrée libre. Rens.: 514 332-0089.

■ **L'Entraide pour hommes Vallée-du-Richelieu** organise des rencontres d'accueil et d'échange, tous les mardis de 19 h à 21 h, au CLSC de la Vallée-des-Patriotes, 347, rue Duvernay, à Beloeil. Contribution volontaire. Inscription nécessaire et rens.: 450 446-6225.

SANTÉ

■ **Soin de la peau et climat.** La bibliothèque intermunicipale Dollard-des-Ormeaux présente une conférence de Randa Raphaël, sur les soins de la peau devant les rigueurs de notre climat, le lundi 6 mars à 19 h (au 12 001, boul. de Salaberry). Entrée libre. Rens.: 514 684-1496.

■ **L'Herpès.** Le groupe de soutien herpès du Centre de ressources et d'interventions en santé et sexualité tient des rencontres d'information pour les personnes affectées, les mardi 7 et 21 mars à 19 h 30. Service confidentiel et gratuit. Rens.: 514 855-8995.

■ **Le Cancer et l'alimentation.** La Société canadienne du cancer présente une conférence avec Odette Bouillé-Drouin, intitulée *Bien s'alimenter pour prévenir ou combattre le cancer*, le mercredi 8 mars à 19 h 30, au 5151, boul. de l'Assomption, Montréal. Entrée libre. Réservation et rens.: 514 255-5151.

■ **Les relevailles.** Alternative Naissance offre une soirée d'information intitulée *Trucs et conseils pour faciliter les relevailles*, avec Brigitte Denis, le jeudi 9 mars à 19 h, au 6006, rue de Bordeaux, Montréal. Coût: 7$, ou 10$ par couple. Inscriptions nécessaires: 514 274-1727.

CULTUREL

■ **La Musique contemporaine.** Des étudiants du Département de musique et de musicologie de l'UQAM organise un débat-midi intitulé *L'âme de Hegel et les vaches du Wisconsin*, avec Claude Dauphin, Jacques Hétu, Antoine Ouellette, Louise Samson et André Villeneuve, le mercredi 8 mars à 12 h 30, au 1440, rue Saint-Denis (local F-3080), Montréal. Entrée libre. Rens.: 514 987-3000, poste 0294.

■ **Cinéma.** La Cinémathèque québécoise présente *Le Film d'Ariane ou Une petite histoire des femmes de 1925 à 1980* de Josée Beaudet, le mercredi 8 mars à 21 h (au 335, boul. de Maisonneuve Est — métro Berri-UQAM). Suivi de *Marie Uguay* de Jean-Claude Labrecque. Entrée: 4$. Rens.: 514 842-9768.

■ **Classe de maître.** Le Conservatoire de musique du Québec à Montréal présente une classe de maître en composition, avec Jean-Claude Risset, le jeudi 9 mars de 16 h à 18 h, salle Germaine-Malépart du Conservatoire (100, rue Notre-Dame Est — métro Champ-de-Mars). Entrée libre. Rens.: 514 873-4031.

■ **Récital de maîtrise.** La Faculté de musique de l'Université Mcgill présente un récital de Jeremy Thompson, piano, le jeudi 9 mars à 20 h, salle Pollack (555, rue Sherbrooke Ouest, Montréal). Au programme: Beethoven, Cherney, Chopin et Liszt. Entrée libre. Rens.: 514 398-4547.

HORTICULTURE

■ **La Violette africaine.** La Société des Saintpaulia de Montréal présente une conférence avec Pierre-André Longtin, intitulée *Les Secrets de la violette africaine au feuillage panaché*, le mardi 7 mars à 19 h 30, au Jardin botanique, 4101, rue Sherbrooke Est — métro Pie-IX. Coût: 4$. Rens.: 514 990-5701.

■ **Les Fougères.** La Société d'horticulture du Suroît présente une conférence avec Marc Meloche, intitulée *Au Royaume de la dentelle, fougères et autres plantes d'ombre*, le mardi 7 mars à 19 h 30, au restaurant Le Rustik (47, boul. Saint-Jean-Baptiste, à Châteauguay). Coût: 3$. Rens.: 450 699-3036.

■ **Taille des arbres fruitiers et arbustes.** La Société d'horticulture et d'écologie du Nord de Montréal présente une conférence avec Guy Laliberté, sur la taille des arbres fruitiers et arbustes, le mercredi 8 mars à 19 h 30, à l'école Louis-Colin (10 122, rue Olympia, Montréal). Coût: 3$. Rens.: 514 384-5681.

■ **Les Plantes d'intérieur.** La Société d'horticulture et d'écologie de Laval présente un séminaire sur les plantes d'intérieur, avec Laurent Brisson, le samedi 11 mars de 9 h 15 à 16 h, au Pavillon Bois Papineau (3235, boul. Saint-Martin Est, Duvernay, Laval). Coût: 15$. Rens.: 450 667-4949.

RETROUVAILLES

■ **Prévost, Provost et Bonsaint.** L'Association des Prévost et Provost d'Amérique organise une partie de sucre, le dimanche 19 mars à partir de 11 h, à la sucrerie Mont-Saint-Hilaire (1701, chemin des Carrières, Saint-Hilaire). Coût: 17$, 8$. Réservation et rens.: 450 655-4999, 1 800 720-5708.

■ **Bourbeau.** L'Association de descendants de Bourbeau convie tous les descendants de Pierre et Simon Bourbeau à un grand rassemblement, les samedi 20 et dimanche 21 mai, sur le campus de l'Université d'Ottawa. Rens.: 613 521-4202.

■ **Morissette.** Les Descendants des Morisset et Morissette organisent un rassemblement, les vendredi 19, samedi 20 et dimance 21 mai à Saint-Jean-sur-Richelieu. Rens.: 514 939-2266, 450 678-7239.

■ **Collège Lionel-Groulx.** À l'occasion du 30e anniversaire du Département des techniques de la documentation du collège Lionel-Groulx, les personnes qui ont obtenu leur diplôme depuis 1972 et qui sont intéressées à participer à des retrouvailles sont priées de téléphoner au 450 435-5130.

■ **Institut familial de Sutton.** Les anciennes élèves qui ont fréquenté l'Institut familial de Sutton entre 1961 et 1965 sont invitées à participer à des retrouvailles, le samedi 9 septembre à L'Avenir. Rens.: 819 394-2765.

■ **CHSLD Le Manoir Trinité.** À l'occasion de son 50e anniversaire de fondation, le CHSLD Le Manoir Trinité recherche des photographies de personnes qui ont été des employés ou qui ont été hébergées dans cette institution. Rens.: 450 674-8697, poste 225.

DIVERS

■ **Fête nationale.** Le Comité de la Fête nationale invite les organismes publics, parapublics, les fabriques et les organismes sans but lucratif qui aimeraient mettre sur pied des activités dans le cadre de la Fête nationale, à présenter leur demande de soutien financier d'ici le 7 avril. Les organismes de la région de Montréal et de Laval doivent s'adresser au: 82, rue Sherbrooke Ouest, Montréal H2X 1X3. Rens.: 514 849-2560.

■ **Bazar.** Dans le cadre de sa campagne de financememnt destinée à promouvoir la cause des personnes épileptiques et à leur venir en aide, l'Association québécoise de l'épilepsie organise un bazar, les samedi 11 et dimanche 12 mars de 10 h à 17 h, au 1015, côte du Beaver Hall, bureau 111, Montréal. Rens.: 514 875-5595.

■ **Randonnées pédestres.** Randonnées Plein Air organise des marches rythmées en groupe sur le Mont-Royal, tous les lundis et mercredis matins. Départ à 9 h 45, au coin des avenues du Parc et du Mont-Royal Ouest. Coût: 2 $. Rens.: 514 524-5925.

Recherche et textes:
André Cloutier



La mode et la condition féminine

Lors d'une conférence mercredi soir à la bibliothèque de Brossard, l'historienne Monique Laferrière esquissera un portrait de l'évolution de la mode et de la condition féminine au Québec. Souvent libératrice, mais parfois tyranique comme le port du corset victorien, la mode féminine reflète la situation des femmes dans la société. Voir sous la section Journée internationale des femmes.

La population du Mozambique tenaillée par la faim

Des images de télévision ont même montré des enfants en train de manger des rats

Associated Press
MAPUTO

Le Mozambique vit dans la crainte de nouvelles inondations, des pluies diluviennes étant attendues dans les prochains jours. Par mesure de sécurité, les autorités ont d'ailleurs appelé hier les milliers de personnes déplacées à ne pas retourner dans leurs villages.

Cet appel a semble-t-il été peu entendu. La décrue a en effet incité de nombreux rescapés à rentrer chez eux, pour inspecter les dégâts et récupérer ce qui pourrait l'être. En cas de nouvelle montée brutale des eaux, ils pourraient donc se retrouver dans une situation dangereuse.

Du côté des secours, les équipes ont consacré l'essentiel de leurs efforts à la distribution de l'aide humanitaire à une population tiraillée par la faim.

« La phase de secours approche de sa fin », a confirmé Ross Mountain, émissaire spécial du secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, qui a survolé pendant deux jours les zones submergées dans le pays.

Malgré l'arrivée maintenant massive de l'aide humanitaire, le président du Mozambique, Joachim Chissano, a déploré hier la lenteur avec laquelle sont arrivés les secours. « Cela prend du temps pour emmener des hélicoptères d'Europe. Nous devons être réalistes », a répliqué M. Mountain. Plus de 40 millions de dollars ont déjà été selon lui dépensés pour les secours d'urgence et la reconstruction au Mozambique.



PHOTO AP

Paineta Khoza, 44 ans, attend patiemment de l'aide à 200 kilomètres de Maputu. Elle n'a obtenu aucune attention médicale depuis dimanche dernier.

Le porte-hélicoptère français Jeanne d'Arc est arrivé samedi au large de la capitale Maputo, ainsi que deux hélicoptères PUMA et du personnel médical. La France a également fourni un avion de transport Transall C-160 et affrété un appareil transportant 40 tonnes d'aide humanitaire (matériel de premier secours et d'assainissement de l'eau).

« La solidarité internationale s'est manifestée ces derniers jours, mais il y a encore beaucoup à faire », a estimé hier le pape Jean-Paul II lors d'une cérémonie à Rome. Le souverain pontife a encouragé « tout le monde à poursuivre généreusement les opérations de secours pour alléger par tous les moyens possibles la situation dramatique de nos frères ».

Car les besoins sont immenses. Selon le président Chissano, il faudra nourrir les personnes déplacées pendant au moins dix mois, jusqu'à de nouvelles récoltes. Il faudra également d'après lui un minimum de 250 millions de dollars pour financer la reconstruction du pays.

Le bilan des victimes des inondations devrait s'alourdir dans les prochains jours, la décrue faisant apparaître des cadavres. Selon les travailleurs humanitaires, il devrait s'élever à plusieurs milliers de morts.

Les survivants, eux, sont désormais menacés par la faim. Des émeutes ont éclaté dans certains camps au moment de la distribution de nourriture. Des images de télévision ont même montré des enfants en train de manger des rats. Quelque 250 000 personnes s'entassent actuellement dans 64 camps de fortune, où le manque d'eau potable menace d'aggraver les risques d'épidémie de choléra.